

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Dette des pays du Sud : entre réforme morale et rupture décoloniale

HENNI TEWFIK



HOMMAGE À
MOHAMED BOUDIAF

L'Homme qui parlait au nom du vent

SALAH LAKOUES

« Identité, souveraineté : repenser l'Algérie postcoloniale »

KHALED CHEBLI



Crânes de martyrs : fragments de mémoire et rêves de liberté

ABDERREZAK BOUCHAMA

L'arbitraire

DJAMEL LABIDI



Vassalité librement consentie de l'Europe à l'Amérique

ABDELHAK BENELHADJ



RAPPORT DE LA
BANQUE MONDIALE
SUR L'ÉVOLUTION
DE L'ÉCONOMIE
ALGÉRIENNE

L'émergence de l'économie algérienne est-elle possible ?

BRAHIM LAKHLEF

Livres : la «gégène»... un mot, un mal... bien français

BELKACEM AHcene-DJABALLAH

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 4 à 10

Ghaza
142 martyrs
en une seule journée

Mohamed Mehdi

Le ministère de la Santé a annoncé, mercredi dans un communiqué, le martyre du directeur de l'hôpital indonésien, dans le nord de la bande de Ghaza, Dr Marwan Al-Sultan, suite au bombardement de sa maison.

«C'est avec une grande tristesse que le ministère palestinien de la Santé et le personnel médical de la bande de Ghaza pleurent le martyr du devoir humanitaire et médical, Dr Marwan Al-Sultan, directeur de l'hôpital indonésien tombé en martyr avec des membres de sa famille (son épouse et 5 de ses enfants, selon Al Jazeera, ndlr), après que l'occupation ait pris pour cible sa maison dans la ville de Ghaza», annonce le communiqué.

L'hôpital indonésien, comme tous les autres hôpitaux et établissements de santé de Ghaza, a été ciblé à plusieurs reprises par l'armée israélienne, dans un silence total de la communauté internationale et les pays occidentaux soutiens indéfectibles de l'entité génocidaire.

A titre d'exemple, l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa, de Deir al-Balah dans le centre de l'enclave, a été bombardé 12 fois en un an et demi (entre le 10 janvier 2024 et le 30 juin 2025).

Les victimes parmi les membres du personnel médical et hospitalier se comptent aussi par centaines depuis le début de l'agression sioniste sur Ghaza. Le plus récent bilan du gouvernement de Ghaza, datant du 28 mai 2025, a fait état d'au moins 1.580 martyrs parmi les membres du secteur médical, et de 362 détenus, dont le Dr Hussam Abu Safi, directeur de l'hôpital Kamal Adwan, torturé dans les geôles israéliennes.

LE MASSACRE DES
DEMANDEURS D'AIDE
ALIMENTAIRE SE POURSUIT

Après 634 jours d'agression sioniste contre Ghaza et 122 jours de siège total, l'armée génocidaire d'Israël continue de massacrer la population civile et les demandeurs d'aide alimentaire. Le bilan statistique quotidien, publié hier par le ministère palestinien de la Santé, indique que le nombre de victimes transférés vers les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures (mardi), s'est élevé à 629 victimes, dont 142 martyrs et 487 blessés, soit au total 57.012 martyrs (avec l'ajout de 223 autres martyrs dont les données ont été complétées) et 134.592 blessés depuis le début du génocide en octobre 2023.

En outre, depuis la violation du cessez-le-feu par l'entité sioniste, le 18 mars 2025, le nombre de victimes est passé à 6.454 martyrs et 22.551 blessés. Le nombre des victimes des demandeurs d'aide alimentaire a augmenté, lui aussi, à 640 martyrs (+39 durant les précédentes 24h) et 4.488 blessés (+210), depuis le 27 mai dernier.

VERS LA DISSOLUTION
DE LA BRANCHE
GENEVOISE DE LA
FONDATION HUMANITAIRE
POUR GHAZA

«La Suisse a engagé une procédure

de dissolution de la branche genevoise de la Fondation humanitaire pour Ghaza» (GHF, acronyme en anglais), a rapporté hier l'agence Reuters.

La GHF, dont le siège est basé dans l'État du Delaware, aux Etats-Unis, a enregistré une filiale à Genève le 12 février dernier, dans le cadre du soutien de l'administration Trump au plan israélien d'interdiction des organisations humanitaires relevant des Nations Unies et des ONG.

«L'ESA peut ordonner la dissolution de la fondation si aucun créancier ne se manifeste dans le délai légal de 30 jours», a déclaré l'Autorité fédérale de surveillance des fondations (ESA) dans un avis aux créanciers publié dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC), un organe d'information et de publications officielles.

L'ESA a déclaré à l'agence de presse Reuters que la GHF n'avait pas rempli certaines conditions légales, notamment le nombre correct de membres du conseil d'administration, une adresse postale ou un compte bancaire suisse.

«La GHF a confirmé à l'ESA n'avoir jamais exercé d'activités en Suisse... et son intention de dissoudre la branche genevoise», a indiqué l'ESA dans un communiqué.

La semaine dernière, les autorités genevoises ont adressé une mise en demeure distincte au GHF, l'invitant à remédier dans un délai de 30 jours aux «défaillances de l'organisation», sous peine de sanctions.

UN TRIBUNAL
DE GHAZA ACCORDE
10 JOURS AU CHEF D'UNE
MILICE PRO-ISRAËLIENNE
POUR SE RENDRE

Le tribunal révolutionnaire, relevant de l'autorité judiciaire militaire du ministère de l'Intérieur à Ghaza, a donné à Yasser Abu Shabab un délai de 10 jours, à compter du mercredi 2 juillet 2025, pour se rendre aux «autorités compétentes» afin d'être jugé, rapporte Al Jazeera.

Le communiqué du tribunal, qui inscrit cette décision dans le cadre des dispositions du code pénal palestinien n°16 de 1960 et de la loi sur les procédures révolutionnaires de 1979, a retenu trois chefs d'accusation contre Abu Shabab : trahison et collaboration avec des parties hostiles en violation de l'article (131), formation d'une bande armée en violation de l'article (176), et désobéissance armée en violation de l'article (168).

Connu de longue date par les services de sécurité de Ghaza, Abu Shabab a été cité officiellement par le criminel Netanyahu qui a déclaré que son gouvernement avait activé des «clans locaux» pour «affaiblir le Hamas».

«Nous avons sollicité l'aide de clans à Ghaza opposés au Hamas. Cela permet de sauver la vie des soldats de Tsahal», a déclaré Netanyahu. Composé d'une centaine d'hommes armés par Israël, le groupe d'Abu Shabab est connu pour ses pillages des aides alimentaires qui entraient à Ghaza avant le blocus total.

Tebboune reçoit une lettre
de son homologue vénézuélien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi à Alger, le ministre du Pouvoir populaire pour l'Agriculture productive et les Terres de la République bolivarienne du Venezuela, M. Julio César Leon Heredia, qui lui a remis une lettre de

son homologue vénézuélien, M. Nicolas Maduro.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du conseiller auprès du président de la République, chargé des af-

fares diplomatiques, M. Amar Abba, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, et de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République bolivarienne du Venezuela, M. Farouk Benmokhtar.

Attaf reçoit un appel téléphonique
de son homologue polonais

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi, un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne, M. Radoslaw Sikorski, indique un communiqué du mi-

nistère. L'appel a permis de "passer en revue les différents axes des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, et d'examiner les moyens de leur insuffler une nouvelle dynamique, dans la perspective de la visite du ministre polonais des Affaires étrangères en Algérie prévue durant le deuxième

semestre de l'année en cours", précise la même source.

A cette occasion, les deux ministres ont échangé les vues et les analyses sur des questions régionales et internationales, notamment la situation dans la région sahélo-saharienne, selon le communiqué.

ANALYSE

Mustapha AGGOUN

Il suffit d'observer avec lucidité la gestion politique et les prises de position des États africains et arabes pour mesurer la singularité de la posture algérienne, marquée par

une constance souveraine aussi bien sur le plan intérieur que dans sa politique étrangère. L'Algérie ne s'est jamais alignée, ni sur les intérêts des anciennes puissances coloniales, ni sur les agendas fluctuants des grandes puissances. Elle a forgé une voie propre, enracinée dans l'histoire de sa lutte de libération et dans une conscience nationale nourrie par la résistance. Alors que de nombreux pays africains continuent de subir la pression néocoloniale, notamment celle de la France, qui use de tous les moyens – diplomatiques, économiques, culturels – pour maintenir son influence sur ses anciennes colonies, l'Algérie fait figure d'exception.

Paris, qui peine à accepter la perte définitive de ses leviers en Afrique du Nord et dans le Sahel, multiplie les gestes d'irritation diplomatique et les campagnes d'influence pour faire pression sur Alger, tout en s'appuyant parfois sur une diaspora divisée et infiltrée par des voix qui relaient un discours de dénigrement constant, souvent plus virulent que celui de l'extrême droite française. Cette dernière, en effet, n'a même plus besoin d'imaginer des récits calomnieux contre l'Algérie : certains individus issus de notre propre peuple se chargent de les produire et de les diffuser, avec une haine malade et une complaisance coupable. Ces soi-disant opposants, souvent installés en Europe, se livrent à une critique non pas constructive, mais destructrice, où le pays est présenté comme un ennemi à abattre plutôt qu'une nation à faire progresser. Leur objectif n'est pas de réformer ou d'éveiller les

Une Algérie
souveraine
dérange

consciences, mais de nuire, motivés par des rancunes personnelles ou par une volonté de reconnaissance auprès des sphères occidentales. Malgré cette campagne médiatique

débridée et ces attaques numériques, l'Algérie reste debout. Elle demeure avec l'Afrique du Sud l'un des derniers bastions d'une Afrique souveraine, fière et insoumise, refusant la domination sous toutes ses formes. Sa position constante sur la question palestinienne, son refus des normalisations dictées par les puissances dominantes, son engagement pour les solutions africaines aux crises africaines, illustrent une diplomatie fondée sur la cohérence et le respect des principes. La France, pour sa part, n'a jamais réellement renoncé à sa volonté d'imposer sa vision en Afrique, en alimentant des tensions, en entretenant des réseaux économiques opaques et en agitant les marionnettes locales qui servent ses intérêts.

En Algérie, cette stratégie trouve un mur : un peuple marqué par une culture profonde de souveraineté, une mémoire vive de la colonisation, et une volonté farouche de rester maître de son destin. Ceux qui, de l'étranger ou même de l'intérieur, rêvent d'un chaos algérien semblable à celui de certains pays arabes, savent que leur projet est voué à l'échec. Car malgré les défis économiques, sociaux et géopolitiques, le socle de la fierté nationale algérienne ne s'est pas effrité. Il est, au contraire, un facteur de stabilité. L'Algérie n'est pas parfaite, elle est perfectible. Mais elle n'a jamais cédé sa dignité, ni troqué ses principes contre des intérêts de circonstance. Et cela suffit pour qu'on la défende avec force, sans fanatisme ni aveuglement, mais avec conviction et loyauté.

Grève des contrôleurs aériens en Hexagone
Air Algérie modifie le programme
des liaisons avec la France

La compagnie nationale de transport aérien Air Algérie a indiqué, mardi dans un communiqué, que certaines de ses liaisons à destination et en provenance de la France feront l'objet de modifications de programme, incluant des retards ou des annulations, en raison d'une grève des contrôleurs aériens en

France, les 02 et 03 juillet 2025.

Air Algérie a précisé que «dans ce cadre, les vols suivants ont été annulés : AH1426 : Constantine - Marseille, AH1427 : Marseille - Constantine, AH1164 : Sétif - Marseille et AH1165 : Marseille Sétif».

La compagnie a tenu à présenter «ses sincères excuses à ses clients pour cette situation indé-

pendante de sa volonté, et réaffirme son engagement à les tenir informés, dans les plus brefs délais, de toute évolution concernant les vols concernés», tout en les invitant à contacter le centre d'appel au 3302, ou le numéro international suivant : +33 1 76 54 40 00, pour toute information complémentaire.

<div>Le Quotidien <i>D'ORAN</i></div> <div>Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA</div>	<div><u>Président</u> <u>Directeur Général</u> <u>Directeur</u> <u>de la Publication</u> Mohamed Abdou BENABBOU</div>	<div><u>Direction - Administration</u> <u>Rédaction</u> 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15</div>	<div><u>Fax Pub:</u> 041.23.25.21 <u>Fax et Rédaction:</u> 041.23.25.20</div>	<div><u>INTERNET:</u> http://www.lequotidien-oran.com <u>E-mail :</u> infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr</div>
			<div><u>Imp. : Oran :</u> imprimerie "Le Quotidien d'Oran" <u>Alger :</u> imprimerie "Le Quotidien d'Oran" <u>Constantine :</u> S.I.E.</div>	
			<div><u>Diffusion :</u> <u>Quest et Centre :</u> SDPO - <u>Est:</u> SO.DI. PRESSE</div>	
			<div>«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - <u>Téléphone :</u> 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - <u>Fax :</u> 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 <u>E-mail :</u> agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz</div>	

Habitat Nouvelle stratégie pour bâtir les logements de demain

Le secteur de l'Habitat en Algérie connaît une dynamique accélérée, contribuant actuellement à hauteur de 12% au produit national brut (PNB), a indiqué, hier mercredi, le directeur général de l'Agence nationale de l'Urbanisme (ANURB), Moussa Abada.



El-Houari Dilmi

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le DG de l'ANURB, a expliqué que cela a eu « un impact positif sur la performance et la croissance des différentes branches de production et de l'Economie nationale en adéquation avec les nouvelles orientations adoptées par les pouvoirs publics pour construire un environnement urbain moderne, homogène et lié à l'identité nationale dans le cadre de ce qu'on appelle les villes de demain », a-t-il affirmé. « Les pouvoirs publics privilégient, aujourd'hui, dans le cadre de la réalisation des programmes de logements de différents types les matériaux de construction produits localement en tant que choix stratégique, et cette dynamique a contribué à porter le volume de la production nationale de ciment à 42 millions de tonnes par an à partir de 2023, alors que la consommation locale ne dépasse pas 22 millions de tonnes, permettant l'exportation du surplus et générant des recettes supplémentaires pour le pays en devises fortes », a-t-il indiqué. « Le ministère de l'Habitat a ouvert un atelier pour préparer un nouveau projet de loi sur l'Urbanisme, qui comprend des amendements aux articles de la loi actuelle, dans le cadre d'une vision globale qui prend en compte la qualité de vie, la justice sociale et l'efficacité de la construction, dans le contexte des grandes transformations que connaît l'Algérie au niveau de l'Urbanisme », a encore expliqué le DG de l'ANURB.

« Lune des réalisations les plus notables de ces dernières années est la réduction des délais de réalisation des projets d'habitat, qui sont désormais achevés en une année, grâce à un suivi rigoureux et à la contribution de plus de 18.000 entreprises algériennes de construction classées de la première à la neuvième catégorie », a

déclaré le même responsable.

« UNE NOUVELLE PENSÉE URBAINE »

L'invité de la Radio a également indiqué que la tendance actuelle au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville « ne se limite plus à la livraison de logements équipés des seuls réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement, mais se base sur la création de quartiers résidentiels intégrés qui offrent les meilleures conditions de vie, y compris les écoles, les établissements de santé, les transports, les espaces créatifs et de loisirs, notamment les routes, les trottoirs entre 5 et 7 m, les espaces de repos et de transport, les pistes de bus et de vélo et les espaces verts dans un bel environnement urbain », a-t-il affirmé. « Les projets d'habitat ne sont plus seulement destinés au logement, mais sont devenus une opportunité d'investissement, à travers l'intégration d'hôtels, de structures commerciales et de services structurés au sein des nouveaux pôles urbains. Cette démarche consacre une nouvelle pensée urbaine qui reflète l'esprit et l'identité de l'Algérie, et fait des villes des espaces vivants et des opportunités de commerce et d'investissement », a-t-il ajouté. Le directeur général de l'Agence nationale de l'Urbanisme a souligné que les compétences de l'Autorité nationale de contrôle technique de la construction (CTC) ont été élargies au contrôle de la qualité de la construction et des matériaux utilisés, où 55 nouveaux points ont été introduits dans le système de contrôle, couvrant divers domaines tel que la qualité des matériaux de construction, y compris le plâtre, l'enduit et d'autres composants, « cet élargissement des compétences et des tâches de cet organisme de contrôle technique, s'inscrit dans la stratégie d'amélioration de la qualité et de garantie de la durabilité et de la pérennité des bâtiments », a-t-il conclu.

Education Une conférence pour faire le bilan de l'année scolaire

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui a présidé, mercredi à Alger, l'ouverture de la Conférence nationale des directeurs de l'éducation, consacrée à l'évaluation globale pour mettre en place une stratégie nationale visant à combler les lacunes et à réunir les meilleures conditions pour la prochaine rentrée scolaire.

Dans ce cadre, M. Sadaoui a précisé que la stratégie nationale de gestion du secteur s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que des lois de référence régissant le secteur, notamment la loi d'orientation sur l'éducation.

Sur la base des conclusions de cette Conférence nationale, dont les travaux se poursuivront sur deux jours, il sera procédé à «une évaluation globale» des réalisations accom-

plies durant l'année scolaire en cours, tout en identifiant les insuffisances à corriger dans la perspective de mettre en place une stratégie nationale pour le secteur.

Parmi les critères qui seront pris en considération figurent les résultats obtenus aux examens trimestriels et aux examens scolaires nationaux, à travers «l'évaluation de la performance des établissements éducatifs», à savoir que les résultats positifs obtenus par les écoles des cadets de la Nation et certains établissements éducatifs à l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), «seront considérés comme un modèle à suivre».

Il sera également tenu compte des résultats obtenus au niveau des wilayas ayant connu des résultats po-

sitifs, tout en examinant les conditions de scolarisation dans les wilayas du Sud, notamment les nouvelles wilayas, dans le but de « trouver les solutions garantissant une meilleure rentrée scolaire ».

Dans le même contexte, il sera également question «des structures éducatives et du traitement du problème de surcharge dans certaines wilayas», ainsi que du «parachèvement de la révision des dispositions du statut particulier des fonctionnaires de l'éducation, notamment ceux des services économiques».

Par ailleurs, la question de la numérisation du secteur sera abordée, la conférence devant se conclure par des recommandations permettant d'élaborer un plan d'action en vue de la prochaine rentrée scolaire, a fait savoir M. Sadaoui.

Raïna Raïkoun

Yazid Dib

Rien ne lui échappe quand, avant le coucher du soleil, assis sur un carton en face d'une

mosquée, il scrute tout l'horizon, voit toutes les malformations et manifeste son désarroi à ceux qui lui tendent oreille. Ses coreligionnaires. Le même personnage, si tu le croises à l'arrêt d'un bus, il ne va pas se taire pour te commenter cette attente qu'il considère tel un dysfonctionnement dans la logistique du transport urbain. Et qu'il fallait faire ça et ça... Oui, lui, il sait tout et ne s'empêche point de le démontrer avec un effort de persuasion pour se caser seul dans sa conviction.

À chaque acte accompli devant ses yeux, notamment par un jeune, il se dresse derechef comme conseiller et débite ses recommandations de, à qui et de qui devrait-on, en principe, dit-il, prêter de l'argent ou comment s'abriter du soleil, ou pourquoi doit-on éviter le café et la cigarette et préférer une tisane et de l'armoise. Le hic, c'est qu'il ne peut entendre son auditoire lui dire sous cape : chante canari, chante !

Il peut disserter sur les phénomènes paranaturels, en évoquant toujours une aventure subie. Il dit avoir discuté avec un djin lors d'une séance d'exorcisme, échappé à un tremblement de terre, sauvé une bête d'un déluge. En fait, il ne semble pas mentir, tellement l'écroulement de ses yeux vides et ridés n'exprime qu'une sincérité en soi. S'il ne ment pas, il donne l'air d'en rajouter un peu trop. Il enjolive les détails et anoblit le contexte. Une envie de se sentir encore utile, savant et qu'il existe toujours. Ce qu'il

Ce vieux qui sait tout

dit n'est pour lui qu'une sûre vérité qu'il voudrait l'imposer telle quelle à autrui. Il ramène à lui toutes les raisons du monde.

Aux jeunes, qui lui vouent un respect cardinal et l'écoutent impérialement, il étale des fragments exhumés de sa mémoire, l'unique richesse, en traçant des parallèles qui, en réalité, n'ont pas à l'être. De son temps l'on ne s'habillait pas comme ça, l'on ne voyageait pas comme ça, l'on ne travaillait pas comme ça, leur disait-il, en mettant en relief ses exploits et lauriers et les tares et écarts de l'époque actuelle. La leur, quoi ! Sa vie, son vécu, son usage passent pour être une doctrine qui ne soulève que de l'inspiration. Ils sont des repères, estime-t-il, qui doivent guider cette génération. Il leur rabâche que si le jeune va vite, le vieux connaît très bien la route. Il ignore cependant, que ce même jeune peut aller aussi vite tout en connaissant parfaitement le chemin, la destination et la position géographique. Ya hbib, la navigation cartographique en ligne n'est pas dans tes jambes. Pour n'importe quelle impasse, il croit y trouver résolution, en la prescrivant sans qu'aucune sollicitation ne lui est adressée. Un conseiller public, un bureau d'engineering au service de l'humanité. C'est vrai que ce vieux ne maîtrise pas trop le rythme où va l'actualité mais sait bien l'expliquer. Trop vite ou peu, l'on arrive toujours à l'heure, pense-t-il. Pas celle que l'on se fixe mais celle qui nous est fixée. Lui est une nature confectionnée par les ans et leurs différents reliefs. S'il n'a pas toujours raison, il n'a jamais tort.

ANP

35 terroristes neutralisés en six mois

Trente-cinq (35) terroristes et 227 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été neutralisés et 333 armes à feu et une quantité de munitions ont été récupérées durant le premier semestre de l'année en cours, indique mercredi un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP).

«Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant le premier semestre de l'année 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs reflétant le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos forces armées à travers tout le territoire national,

et ce, pour contrecarrer toutes les tentatives visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de notre pays ainsi qu'à sa souveraineté», souligne la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, «nos forces armées ont procédé à la neutralisation de 35 terroristes, 227 éléments de soutien, ainsi que la récupération de 333 armes à feu ainsi que des quantités de munitions», relève-t-on.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «les différentes unités de l'ANP ont multiplié leurs efforts afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, ce qui a permis l'arrestation de 1186 narcotrafiquants et la mise en échec des tentatives d'introduction de 17,12 tonnes de kif traité provenant des

frontières avec le Maroc, alors que 663 kilogrammes de cocaïne et 24 millions de comprimés psychotropes ont été saisis».

De même, «ces opérations qualitatives ont permis l'arrestation de 7770 individus et la saisie de 921 véhicules, ainsi que 3281 marteaux piqueurs, 5523 groupes électrogènes, 172 détecteurs de métaux, 1403382 litres de carburant, 760 tonnes de tabac et 758,55 quintaux de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national», note le bilan.

Par ailleurs, «des détachements combinés de l'ANP ont appréhendé (12825) immigrants clandestins de différentes nationalités à travers le territoire national», conclut le bilan.

Dette des pays du Sud : entre réforme morale et rupture décoloniale

Par Henni Tewfik

TRIBUNE INSPIRÉE DES TRAVAUX
DE JOSEPH STIGLITZ ET DE SALAH
LAKOUES

Alors que le Rapport Jubilee dirigé par Joseph Stiglitz, commandé par le pape François avant son décès, propose une réforme éthique du système mondial d'endettement, l'analyse de Salah Lakoues, publiée dans Le Quotidien d'Oran, adopte une lecture radicalement décoloniale. Ces deux voix convergent dans leur dénonciation de l'asphyxie financière des pays du Sud, mais divergent profondément sur les remèdes à y apporter: réforme morale ou rupture politique

UNE DETTE QUI TUE

La dette extérieure n'est plus un simple indicateur macroéconomique ; elle est devenue un instrument de domination structurelle. Dans plus de 50 pays en développement, une part écrasante des recettes fiscales est absorbée par le remboursement d'une dette contractée souvent dans des conditions iniques. Le continent africain, à lui seul, consacre plus de 74 milliards de dollars par an au service de cette dette, limitant dramatiquement sa capacité à investir dans la santé, l'éducation ou la transition énergétique.

Le Rapport Jubilee, élaboré par une commission d'experts présidée par Joseph Stiglitz à la demande du Pape François, tire la sonnette d'alarme. Il met en cause un système mondial injuste où les flux financiers se retirent des pays pauvres en temps de crise, aggravant leur vulnérabilité. Il propose une réforme ambitieuse : création d'un tribunal international de la dette souveraine, restructuration équitable,

agence publique mondiale de notation, et fin du sauvetage automatique des créanciers privés.

LE SYSTÈME OU LE SYMPTÔME ?

Mais à cette perspective technico-morale, Salah Lakoues, dans une tribune incisive publiée en février 2024 dans Le Quotidien d'Oran, oppose une vision plus politique et radicale : la dette n'est pas seulement injuste, elle est coloniale.

Selon lui, le système d'endettement post-indépendance n'a fait que prolonger les logiques de domination imposées par les puissances coloniales. Derrière la dette, il y a un projet : celui de maintenir les pays africains dans une position subalterne, leur ôtant toute autonomie budgétaire et les forçant à appliquer des politiques décidées à Washington, Paris ou Londres.

Là où le Rapport Jubilee dénonce des mécanismes financiers dysfonctionnels, Lakoues dénonce une logique de prédation habillée de technocratie. Et de rappeler que la dette africaine a souvent servi à financer des projets imposés de l'extérieur, sans bénéfice réel pour les peuples concernés.

RÉFORMER OU ROMPRE ?

Il y a donc ici deux visions :

Celle des réformateurs du système mondial, qui appellent à une plus grande équité, à une gestion morale de la finance, à une responsabilité partagée entre créanciers et débiteurs.

Et celle des militants de la souveraineté économique, pour qui aucune réforme du système n'est possible sans rupture avec les fondements mêmes de l'ordre néocolonial actuel.

Là où Stiglitz veut moraliser le capitalisme mondial, Lakoues appelle à une sortie concertée du piège, via une coopération Sud-Sud, une Union africaine affir-

mée, des institutions financières autonomes, et un désengagement progressif des institutions dominées par l'Occident.

UNE DETTE ILLÉGITIME ET ÉCOLOGIQUE

Le débat est d'autant plus pressant que la dette est aujourd'hui un obstacle à la transition climatique. Des pays comme le Mozambique ou le Pakistan, ravagés par les catastrophes naturelles, doivent malgré tout rembourser leur dette au détriment de leur reconstruction. Le Rapport Jubilee propose des mécanismes de « debt-for-nature swaps », où une partie de la dette est échangée contre des engagements environnementaux. Lakoues salue ce type d'innovation, à condition qu'elle respecte la souveraineté des États et ne se transforme pas en un nouvel outil de contrôle.

POUR UN MOUVEMENT GLOBAL D'ÉMANCIPATION

À la veille de l'Année jubilaire 2025, cette convergence entre la voix d'un prix Nobel d'économie et celle d'un intellectuel du Sud global montre que le débat sur la dette n'est plus économique : il est éthique, géopolitique, civilisationnel.

Il ne suffit plus de parler de soulagement de la dette. Il faut un mouvement global d'émancipation financière, piloté par les peuples eux-mêmes, au nom de leur dignité, de leur souveraineté et de leur droit à exister hors des chaînes invisibles du crédit néocolonial.

Comme l'écrivait Aimé Césaire : « La plus grande ruse du diable colonial fut de faire oublier qu'il était là. »

Aujourd'hui, la dette est l'un de ses masques les plus redoutables. À nous de l'arracher, de le nommer, et de bâtir un nouveau contrat mondial, non pas de charité, mais de justice.

Crânes de martyrs : fragments de mémoire et rêves de liberté

Par Abderrezak Bouchama*

À la veille du 5 juillet 2025, date doublement marquée dans notre histoire – celle de la prise d'Alger en 1830, début de la conquête coloniale française, et celle de l'indépendance en 1962 – il m'a semblé nécessaire d'écrire non pas sur l'oubli, mais sur ce qu'il reste à réparer pour que la mémoire puisse enfin reposer. Comment pouvons-nous prétendre tourner la page, sans avoir jamais enterré tous nos morts ?

Il m'arrive de repenser à cette scène dans *La Fin des temps*, le roman de Haruki Murakami, où un homme pose ses mains sur des crânes de licornes pour y lire des rêves anciens. Ce geste imaginaire me revient quand je pense à ces crânes bien réels, entreposés dans les réserves d'institutions françaises. Pas de licorne ici, mais des hommes, des femmes, parfois des enfants. Décapités. Transportés. Catalogués. Oubliés. Et avec eux, des récits fragmentés, des filiations brisées, des rêves sans sépulture. La conquête et la domination coloniale françaises, du début du XIXe au début du XXe siècle, ont laissé derrière elles un butin macabre : des restes humains prélevés dans toutes les régions de l'empire, de l'Algérie à Madagascar, de l'Indochine à la Nouvelle-Calédonie, des Antilles à l'Afrique subsaharienne.

536 crânes d'Algériens ont été recensés au Musée de l'Homme à Paris en 2018, par notre compatriote l'historien Ali Farid Belkadi, dans une collection de plus de 18.000 crânes du monde entier. Ils viennent de toutes les régions d'Algérie : Zaâcha, Kabylie, Oran, Alger, Skikda, Biskra... Environ 70 sont liés au massacre de Zaâcha en 1849. Seuls 24 de ces crânes ont été restitués en 2020.

Parmi eux, ceux de figures identifiées : Cheikh Bouziane, meneur de la résistance de Zaâcha, décapité avec son fils adoles-

cent ; Mohammed Lamjad Ben Abdelmalek, dit Chérif Boubaghla, tué en 1854 ; Si Mokhtar Ben Kouider Al-Titraoui ; Aïssa Al-Hamadi ; Mohamed Ben Allel, officier de l'Emir Abdelkader. D'autres, anonymes, portaient des étiquettes : « tête coupée en 1841 », « résistant de Skikda »...

Mais notre pays n'est pas seul. Le sultan Rabi'h, décapité au Tchad ; le roi Toera, exécuté à Madagascar ; le chef Ataï, meneur de la grande révolte kanak de 1878, dont le crâne fut mis en bocal et oublié pendant 136 ans ; les esclaves de La Réunion, prélevés à l'hôpital colonial et stockés sans nom, sans sépulture, sans fin.

Ce ne sont pas des cas isolés. C'est un système. Ces restes humains sont les débris matériels d'un ordre impérial où l'on pouvait, tuer, prélever, exhiber, mesurer. Ils ont été tour à tour trophées militaires, objets scientifiques, matériaux pour des théories racistes. La mort elle-même fut soumise à la logique de l'empire. L'histoire coloniale se prolonge dans le traitement des morts.

Depuis la nuit des temps, honorer les morts est un acte fondateur. À Afalou Bou Rummel, près de Béjaïa, des sépultures vieilles de 16.000 ans, montrent des corps en position fléchie, enduits d'ocre rouge, parés de coquillages. Ces gestes disent : la mort appelle respect. C'est aussi dans notre culture vivante que ce devoir s'inscrit. On dit chez nous : « L'honneur du mort, c'est sa sépulture » (Ikram el mayyit dafnouth).

Même dans la guerre, ce principe subsiste. Homère raconte qu'Achille rend le corps d'Hector à son père. Sophocle le faisait dire à Antigone, réclamant une digne sépulture pour son frère : « Je suis née pour partager l'amour, non la haine, et pour donner aux morts les honneurs qui leur sont dus. » Et dans cette tragédie, le refus d'accorder une sépulture déclenche une chaîne de pertes et de ruptures. Il n'y a pas de paix durable quand les morts sont privés de repos.

La République française, elle-même dans sa grandeur républicaine, a bâti des monuments pour ses soldats inconnus. Elle a

su reconnaître que l'anonymat du sacrifice n'annulait pas le droit au repos. Alors pourquoi ce droit serait-il refusé aux résistants des peuples colonisés ? Pourquoi nos martyrs resteraient-ils, 170 ans plus tard, dans des cartons anonymes, empilés dans des réserves ?

On parle parfois, trop souvent, de « rente mémorielle », comme si se souvenir était un calcul, non une blessure. Mais que peut-on tirer d'un cercueil vide ? De crânes entreposés dans des boîtes anonymes, loin de leur terre ? Comment accuser de trop se souvenir, quand on n'a même pas pu enterrer ses morts ? Des voix s'élèvent. En 2011, Belkadi alerte. En 2018, l'Algérie demande formellement la restitution. En 2020, 24 crânes sont rapatriés à Alger et enterrés le 5 juillet, avec les honneurs. En 2023, une loi-cadre française introduit enfin la possibilité légale de restituer les restes humains issus des anciennes colonies. Ce texte reconnaît explicitement qu'aucune dignité ne s'arrête à la mort.

Mais cette avancée ne doit pas faire oublier le plus long : le silence, l'invisibilité, le retard. Et plus récemment encore, cette suggestion troublante, entendue sur une antenne publique : l'idée d'un troc entre des crânes de résistants et une faveur diplomatique. Ces restes ne demandent ni vengeance ni transaction. Ils demandent une sépulture.

Restituer ces crânes n'est pas un acte symbolique. C'est une dette morale. C'est refuser que des hommes morts depuis 170 ans restent prisonniers d'un musée, d'un passé non assumé. C'est commencer, enfin, à dire que leur combat pour la dignité était juste. Ce n'est pas un marchandage. C'est un pas vers la vérité. Et si nous posions nos mains, un jour, sur les crânes de nos martyrs ? Nous y entendrions peut-être, en silence, les fragments d'un rêve ancien. Leur rêve de liberté. Leur refus de l'injustice. Leur désir d'être inhumés dignement.

*Docteur. Médecin réanimateur et chercheur en santé et climat rezakbouchama@gmail.com

«Identité, souveraineté : repenser l'Algérie postcoloniale»

Par Khaled Chebli*

Plus de soixante ans après la fin de l'occupation de substitution, l'Algérie continue de porter en elle les traces d'un passé lourd, fait de domination, de résistance, mais aussi de recompositions inachevées. L'État algérien contemporain est né d'une rupture historique fondatrice : la reconquête d'une souveraineté territoriale, au terme d'une lutte existentielle contre un projet colonial qui ne visait pas seulement à administrer, mais à remplacer les corps, les langues, les cultures, les repères.

Ce passé, aussi douloureux que glorieux, ne saurait être relégué au simple statut d'héritage. Il conditionne encore aujourd'hui les rapports que la société algérienne entretient avec elle-même, avec ses composantes identitaires, ses institutions et ses horizons collectifs. Dans ce contexte, deux notions clés se détachent comme autant de chantiers à rouvrir : l'identité et la souveraineté. Car si l'une est censée rassembler, et l'autre protéger, il apparaît que toutes deux demandent à être repensées, réarticulées, dans un cadre réellement postcolonial.

UNE SOUVERAINETÉ INACHEVÉE

Dès l'indépendance, la souveraineté a été proclamée sur le plan juridique, diplomatique et symbolique. Toutefois, sa traduction concrète s'est souvent heurtée à des logiques de centralisation, à une dépendance persistante vis-à-vis de modèles extérieurs, et à une difficulté chronique à construire un projet économique, culturel et institutionnel pleinement endogène.

La souveraineté n'est pas un acquis abstrait : elle se mesure à la capacité d'un peuple à se penser lui-même, à se gouverner selon ses propres priorités, et à produire du sens en accord avec ses valeurs. Or, dans un monde globalisé, marqué par les interdépendances et les fractures internes, cette souveraineté mérite d'être réaffirmée, mais aussi redéfinie : moins comme un réflexe défensif que comme un espace ouvert d'émancipation.

UNE IDENTITÉ EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE

Parallèlement, l'identité algérienne a longtemps été abordée à travers une grille unificatrice, voire homogénéisante. Le récit national, tel qu'il a été porté par l'État postindépendance, s'est voulu rassembleur mais s'est parfois révélé excluante. Au nom de l'unité, certaines voix, langues, mémoires ou appartenances ont été marginalisées, voire niées. La reconnaissance tardive de la langue amazighe comme langue nationale et officielle en est un exemple révélateur.

Or, l'identité n'est pas un danger à contenir mais une richesse à cultiver. Elle n'est pas donnée une fois pour toutes, mais se façonne à travers

l'histoire, les luttes, les échanges et les tensions. Une Algérie postcoloniale ne saurait perpétuer des logiques de domination interne au nom d'une vision figée de l'unité nationale. Elle doit, au contraire, se réconcilier avec sa pluralité constitutive : linguistique, culturelle, spirituelle, territoriale.

DÉPASSER LA LOGIQUE DU CONTRÔLE

Repenser l'identité et la souveraineté implique de sortir de la logique du contrôle et de la peur de la fragmentation. L'unité nationale ne repose pas sur l'uniformité, mais sur un contrat symbolique partagé, nourri par la reconnaissance mutuelle, la circulation des idées, la liberté de conscience et l'égalité réelle entre citoyens.

Il s'agit de substituer au modèle de l'identité imposée celui de l'identité dialogique, ouverte aux relectures, aux récits croisés, aux désaccords féconds. Il s'agit également de concevoir la souveraineté non comme un mur mais comme un pont - entre l'histoire et l'avenir, entre les élites et le peuple, entre l'État et la société.

UNE ALGÉRIE À L'ÉCOUTE DE SES VEINES PROFONDES

L'Algérie postcoloniale ne peut avancer en reconduisant les silences et les refoulements. Elle ne peut prétendre à la stabilité sans justice mémorielle, ni à la cohésion sans pluralisme effectif. Il est temps de raviver les veines profondes de l'âme algérienne, non pas à travers des slogans ou des dispositifs autoritaires, mais en ouvrant des espaces de parole, d'écoute et de création.

Les jeunes générations, connectées, informées, critiques, n'aspirent pas à une identité figée ou instrumentalisée. Elles recherchent du sens, de la cohérence, et une capacité réelle à rêver l'Algérie autrement : comme un pays sûr de lui, réconcilié avec ses histoires multiples, et tourné vers l'avenir sans renier ses blessures.

CONCLUSION : VERS UNE REFOUNDATION SYMBOLIQUE

Repenser l'Algérie postcoloniale, c'est engager une refondation symbolique. Cela passe par une revalorisation des marges, une libération de la parole citoyenne, et une refonte des imaginaires nationaux. L'identité et la souveraineté ne doivent plus être perçues comme des outils de gestion ou de contrôle, mais comme des vecteurs d'émancipation collective.

Ce chantier n'est ni simple ni immédiat. Il demande du courage, de la lucidité et une volonté politique sincère. Mais il constitue sans doute la condition nécessaire pour que l'Algérie puisse enfin se dire à elle-même - et au monde - non seulement qu'elle a triomphé de l'occupation, mais qu'elle a su aussi, dans la paix, conquérir sa propre liberté intérieure.

* Chercheur et auteur en droit khaled.chebli@univ-annaba.dz

Rapport de la Banque mondiale sur l'évolution de l'économie algérienne

L'émergence de l'économie algérienne est-elle possible ?

Par Brahim Lakhlef*

En effet, l'économie enregistre des taux de croissance intéressants (3.3% et 4.8% hors hydrocarbures), un recul de l'inflation (4%), un secteur agricole dynamique et performant, un investissement public important, une consommation en évolution...

Mais est-ce que ces résultats, bien que positifs, sont-ils suffisants pour propulser l'économie algérienne au niveau des économies émergentes ?

Pour que l'économie algérienne puisse évoluer vers un niveau supérieur de développement, maintenir une croissance continue et assurer les grands équilibres macroéconomiques, les experts de la Banque mondiale recommandent une série de réformes et de mesures correctives, notamment : réduire les dépenses publiques, rechercher l'équilibre budgétaire, attirer l'investissement privé et étranger, favoriser les emplois productifs, investir dans les secteurs à haute valeur ajoutée, instaurer la gestion des compétences...

Tenant compte des recommandations formulées par la Banque mondiale pour que l'économie algérienne renforce son évolution positive pour pouvoir accéder à un niveau de développement plus élevé, nous avons privilégié dans notre présente et modeste contribution des options stratégiques qui sont considérées par beaucoup d'experts en développement économique comme des conditions incontournables et déterminantes qui conduisent au développement et à la croissance.

Ces quatre options stratégiques constituent, à notre avis, des conditions fondamentales qui déterminent la réussite de toute politique de développement économique et social. Les résultats enregistrés par les pays émergents confirment l'importance de ces politiques dans l'évolution et le dynamisme d'une économie et l'instauration d'une croissance élevée et continue, supérieure à 7%.

1. Le renforcement de la compétitivité de l'économie et de l'évolution de la productivité des facteurs de production
2. L'amélioration du climat des affaires pour renforcer l'attractivité du marché algérien.
3. L'instauration d'une politique réaliste et judicieuse de l'innovation pour favoriser une évolution qualitative et performante de l'économie et consolider son indépendance.
4. L'intensification des actions de formation professionnelle et de la gestion des compétences, notamment pour les dirigeants d'entreprises et les chefs de projets.

LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

La compétitivité économique d'une nation représente sa capacité à faire face à la concurrence, de protéger ses produits et de pouvoir prendre des parts de marché et de les préserver.

La compétitivité économique d'une nation s'appuie fondamentalement sur les performances des entreprises en termes de coûts, de délais et de qualité des produits. La Commission européenne considère la compétitivité comme « une aptitude à affronter des situations de concurrence et à rivaliser avec autrui ».

L'OCDE retient que la compétitivité d'une économie permet sous les condi-

Le rapport de la Banque mondiale concernant l'évolution de l'économie algérienne, publié au mois de mai 2025, constate que notre économie a connu durant l'exercice 2024 une évolution satisfaisante sur plusieurs plans.

tions de libre-échange et de marché équitable de produire des biens et des services aptes à faire face à la concurrence. Elle assure une évolution de la croissance et du niveau de vie d'une nation et de maintenir leur amélioration à moyen et long terme.

Le forum économique de Davos retient que la compétitivité d'une nation, c'est sa capacité à atteindre et à soutenir des hauts taux de croissance du PIB par habitant. Ce forum a défini une série d'indicateurs pour apprécier annuellement la compétitivité des nations. Il retient trois « piliers » de la compétitivité relatifs aux domaines la base économique (les institutions, les infrastructures, la stabilité économique, la santé et l'éducation), aux accélérateurs de la croissance (l'éducation supérieure et l'efficacité des marchés), à l'économie de la connaissance (l'agilité technologique, la taille du marché, la sophistication des entreprises et l'innovation).

La compétitivité est étroitement liée à l'innovation, à l'utilisation de nouvelles technologies, à l'existence de centres de recherche appliquée, à la création de pôles de compétitivité.

L'ATTRACTIVITÉ D'UNE ÉCONOMIE

L'attractivité d'un marché, d'un territoire, est sa capacité à attirer des investissements et de pouvoir les retenir pour assurer le développement et améliorer le bien-être des populations.

L'attractivité d'un territoire, c'est la capacité d'un territoire à proposer des conditions intéressantes aux différents acteurs économiques qui les poussent à localiser leurs projets dans ce territoire au lieu d'un autre. F. HATEM (2004).

Rendre un territoire attractif est une option stratégique qui permet une mise en valeur des atouts, des qualités et de l'image d'un territoire. Elle assure la différenciation et la spécialisation d'un territoire.

L'impact de l'attractivité d'une région sur l'économie d'un pays est considérable. C'est pour cette raison que « rendre une économie attractive » est devenu une préoccupation primordiale et permanente de beaucoup de politiques gouvernementales.

Pour apprécier l'attractivité d'un territoire, l'Union européenne a retenu une série d'indicateurs qui permet de cerner l'ensemble des aspects d'un territoire, ses caractéristiques sur le plan de la gouvernance et du climat des affaires d'une manière générale.

Tenant compte des critères retenus par l'Union, la France a créé un indice d'attractivité. Cet indice regroupe les conditions qui attirent et maintiennent les investissements sur un territoire, notamment : existence d'une stratégie et d'une volonté permanente à créer une nouvelle dynamique de développement et de relance économique, la stabilité politique, des institutions de qualité et crédibles, des infrastructures de qualité, une main-d'œuvre qualifiée, une réglementation non-contrainante, une forte qualité de

vie...). Le tableau de bord de l'attractivité utilisé par l'économie française pour mesurer et comparer son attractivité par rapport aux autres pays retient sept déterminants. Chaque déterminant renferme plusieurs critères mesurables qui permettent de comparer et de suivre les évolutions : la taille du marché, l'éducation et le capital humain, la recherche et l'innovation, les infrastructures, l'environnement administratif et réglementaire, l'environnement financier, les coûts et fiscalité.

Nous constatons que « Rendre son économie attractive » est une option stratégique qui exige de la qualité dans tous les domaines, de la persévérance, de la fiabilité et de la crédibilité.

L'INNOVATION DANS UNE ÉCONOMIE.

Le Rôle de l'innovation dans le développement d'une nation est remarquable et constitue un indice important dans les prises de décision des investisseurs et dans l'implantation des entreprises. L'apport de l'innovation est déterminant pour l'évolution de la croissance, l'amélioration de la productivité et la présentation de nouveaux produits.

Une politique économique qui ne retient pas dans ses priorités l'innovation comme une option fondamentale ne peut évoluer et améliorer la compétitivité de ses entreprises et de ses produits. Dans ce cas, l'économie demeurera dépendante des innovations réalisées par les autres pays.

L'innovation suppose que la recherche appliquée est valorisée et que ses résultats contribuent à la création de produits innovants et réclamés par le marché.

L'innovation peut concerner divers domaines : l'innovation dans les procédés de fabrication, dans la production, dans le management, dans l'organisation, dans la stratégie marketing...

Le professeur A. GROFF, docteur en management de l'innovation et de la créativité, considère l'innovation comme la capacité de créer de la valeur en apportant quelque chose de nouveau.

SCHUMPETER aborde cette notion en citant les différents types d'innovation, il nous propose cinq sources : la fabrication de biens nouveaux, les nouvelles méthodes de production, l'ouverture d'un nouveau marché, l'utilisation de nouvelles matières premières, l'évolution de l'organisation de travail.

Le Manuel d'Oslo élaboré conjointement par l'OCDE et la Communauté européenne constitue un document de référence internationale dans la définition des concepts liés à l'innovation et à des indicateurs de mesure de l'innovation.

Il indique que l'innovation peut concerner : une mise en œuvre d'un produit (bien et service) ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, une nouvelle méthode de commercialisation, une nouvelle méthode organisationnelle dans la pratique de l'entreprise.

L'application des innovations permet de tirer un avantage comparatif notable et durable pour une économie ou pour une entreprise. Les spécialistes attribuent

à l'innovation deux critères fondamentaux : apporter des changements significatifs et être une nouvelle pratique pour l'entreprise.

L'innovation dans le management, dans l'organisation d'une entreprise vise la performance, l'amélioration de la qualité et la part du marché, l'optimisation des profits, la lutte contre le gaspillage, la mobilisation du personnel... Ce sont ces objectifs à concrétiser pour assurer la pérennité de l'entreprise.

Un environnement peu favorable à l'innovation se caractérise par une série de dysfonctionnements et de contraintes notamment : l'information n'est pas toujours fiable et circule très mal, le lien entre l'entreprise et l'université est inexistant, la concurrence est peu développée, la recherche n'est pas considérée comme priorité et elle rencontre des difficultés de financement, le système éducatif est loin d'être performant.

LA QUALITÉ DU MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET DES PROJETS

Dans la concrétisation des politiques de développement, la qualité du management des entreprises et des projets constitue un élément fondamental qui garantit l'efficacité et l'efficacité dans la réalisation des programmes de développement.

Le non-respect des normes de qualité, de la réglementation, des délais et des coûts, a des conséquences négatives sur le plan économique et social et conduit à un échec des politiques de développement. Le management d'une entreprise a un impact sur la réalisation des programmes de développement et l'évolution du PIB. Le manager doit donc réunir toutes les exigences du poste en termes de qualifications, de comportement et de relations professionnelles. Ces exigences nécessitent une formation adaptée à la fois à la fonction managériale et au profil du manager pour compléter ses compétences en termes de savoir, de savoir-faire, de savoir-être et de savoir-agir.

En outre, la qualité du pilotage d'un projet est déterminante dans la concrétisation des plans de développement. Elle doit obéir à trois principes fondamentaux : l'efficacité (atteindre les objectifs retenus), l'efficacité (réaliser au moindre coût), le respect des normes de qualité. Ces conditions exigent des compétences et une formation adaptée à la nature et aux spécificités du projet.

La réussite de ces options stratégiques permet à l'économie algérienne de dépasser son niveau actuel de croissance et de pouvoir enregistrer à moyen et long terme des taux de croissance supérieurs à 5%, de concrétiser un développement équilibré, d'assurer les équilibres macroéconomiques et d'améliorer le niveau de vie des citoyens.

* Economiste

Sources :

- Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de l'Algérie, automne 2024. (mai 2025).
- The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and inclusive Development. Rapport sur la croissance: stratégie à l'appui d'une croissance durable et d'un développement équitable. (Center For Global Development).
- Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, présidée par le prix Nobel E. Stiglitz. www.stiglitz-sen-fitoussi.fr

L'arbitraire

Par Djamel Labidi

L'argument principal, confectionné pour une opinion occidentale crédule, est qu'il faut détruire le régime, et le remplacer par un autre, «ami», afin que la question du nucléaire iranien soit «définitivement réglée».

Un procédé habituel de la propagande occidentale pour masquer l'objectif central visé quand il est impossible à légitimer. En réalité, l'objectif véritable est le «Régime change», le changement de régime. Si c'était la question nucléaire, elle ne nécessiterait que de simples négociations et non une agression armée. Cet objectif de «régime change» sera maintenu tant qu'il ne sera pas atteint.

Cette façon de procéder est, comme on va le voir, une constante de la politique occidentale en phase d'agressivité. La récidive de l'attaque contre l'Iran est une quasi-certitude, sauf évènement majeur dans le rapport des forces en présence, pour la raison simple que cela s'est produit systématiquement dans le passé, à de multiples reprises, et dans des circonstances semblables.

DE L'IRAK À LA LYBIE ET LA SYRIE

L'Irak avait été accusée de détenir «des armes de destruction massives», après de nombreuses autres accusations diverses comme celles d'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes et de «soutiens au terrorisme».

L'Irak a eu beau, à chaque fois, donner toutes les preuves de la fausseté de ces accusations. Elle a ouvert son territoire à toutes les inspections réclamées par l'Occident, les Américains en tête. Rien n'y a fait. Faute de la découverte d'éléments probants, les Américains ont accusé alors les inspecteurs de partialité. En fin de compte, l'Irak sera agressée: 500.000 à 1 million de morts, suivant les estimations. Trop indépendante, trop arrogante, trop «anti-occidentale», et surtout elle avait commencé à se développer, à se moderniser. Impardonnable.

La Libye, à son tour, a été victime du même harcèlement impitoyable. Elle a été la cible de campagnes, devenues récurrentes désormais, d'accusations de dictature et d'atteintes aux Droits de l'homme. Elle a été soumise, procédé lui aussi devenu récurrent, à des sanctions. Puis le Président Kadhafi a été accusé d'être derrière l'attentat du 5 avril 1986, contre la discothèque «La Belle» à Berlin. C'était le moment de l'affaiblissement de l'URSS, et le prétexte du «terrorisme international» commençait à remplacer, dans la gestion occidentale du monde, celui de la menace soviétique. Le président libyen est la cible rêvée. Aucune preuve, mais il soutient l'OLP et l'IRA «Ce ne peut donc être que lui». Déjà la caricature d'un président «fou» et «voyou» commence à être propagée et enracinée dans l'opinion, y compris dans certaines élites arabes, à tropisme occidental, qui tomberont (bien facilement) dans le piège. La technique est au point: la propagande crée une image puis celle-ci sert à son tour de preuve. Le président Reagan n'attend pas et le 14 avril 1986, conjointement avec la Grande-Bretagne, il fait bombarder la Libye. Des dizaines de morts civils y compris une des filles de Kadhafi.

Mais ce n'était pas fini. La Libye et le Président Kadhafi seront bientôt accusés d'avoir abattu un avion de ligne, un Boeing 747, au-dessus du village de Lockerbie, en Ecosse, le 2 décembre 1988. 270 morts. Aucune preuve contre la Libye. Mais Kadhafi est accusé, il est désigné du doigt: «Cela ne peut être que lui, affirme-t-on encore, en tant qu'une des figures de proue du terrorisme international».

La diabolisation de la Libye s'amplifie. Somme de l'arbitraire, la Libye est contrainte d'accepter elle-même l'accusation mensongère et d'indemniser les familles des victimes à hauteur de 2,7 milliards de dollars.

Mais ce n'était pas fini encore. Le harcèlement impitoyable continue. La Libye n'est pas encore à genoux. Kadhafi est alors accusé de détenir, lui aussi, comme en avait été accusé Saddam, des «armes de destruction massive», des armes nucléaires plus précisément. Pauvre Libye comme si elle pouvait avoir atteint ce niveau technologique. Kadhafi a beau nier. Il a beau accepter en 2003, toutes les inspections possibles et imaginables, il a beau s'engager à détruire tous ses missiles d'une portée supérieure à 300 km, rien n'y fait. La Libye se sera pour rien humiliée, ce qui est toujours la première phase exigée par l'Occident de ses proies. Même pro-

Il ne faut pas être dupe. Toutes les polémiques qui ont lieu actuellement dans les sphères politiques et médiatiques occidentales sur le degré de destruction des installations nucléaires iraniennes, causé par les attaques récentes, sont de la poudre aux yeux. Elles n'ont qu'un but, celui de cacher que l'objectif stratégique véritable des dirigeants occidentaux et israéliens est d'abattre le pouvoir iranien. Et ce but demeure.



pagande, mêmes accusations, mêmes procédés qui seront utilisés plus tard pour l'Iran. Les puissances politico-médiatiques occidentales, continuent d'affirmer qu'il est «sur le point de construire une bombe nucléaire» (1). Elles parlent «de tonnes d'uranium volatilisés Cela ne rappelle-t-il rien ?

Le coup de grâce arrive avec l'agression directe de la Libye. Kadhafi est accusé de vouloir «tuer son propre peuple», de «perpétrer un massacre à Benghazi». Aucune preuve là aussi si ce n'est des affirmations, qui s'avèreront mensongères, d'une pseudo «opposition en exil», le CNT (Conseil national de transition), créée comme par enchantement et qui disparaîtra une fois la tâche terminée.

HILARY CLINTON, LA CPI ET... LE VIAGRA

En Occident, on crie que le temps presse, que la situation est urgente pour arrêter ce massacre imaginaire. Hilary Clinton, secrétaire d'Etat du gouvernement américain, se mobilise, voyage entre l'Europe et les pays arabes. Elle va jusqu'à affirmer que les soldats de Kadhafi sont drogués, au viagra pour «utiliser le viol comme instrument de guerre» (2) ! Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), l'Argentin Luis Moreno-Ocampo, va jusqu'à confirmer ce mensonge incroyable et dit qu'il en la preuve. Ceci en dit long sur la CPI et son instrumentalisation d'alors. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères français, campe à l'ONU. Il fait le siège du Conseil de sécurité. Un propagandiste français bien connu, Bernard-Henri Lévy, après s'être consacré à l'intervention contre la Yougoslavie de 1991 à 2001, se tourne à présent vers la Libye. Il réclame de nouveau «un droit d'ingérence» et crie, sur tous les médias, qu'il faut intervenir militairement contre Kadhafi. Comme s'il répondait à cet appel, le président Sarkozy, dans une scène spectaculaire, très médiatisée, reçoit au palais présidentiel de «l'Elysée», Bernard-Henri Lévy accompagné des membres du CNT. Il reconnaît ceux-ci comme nouveau pouvoir libyen, C'est un acte politique sans précédent en France par son caractère extraconstitutionnel.

On sait ce qui leur arrivera à tous les deux, par la suite. Le président Sarkozy sera accusé et condamné, mais 14 ans après, de relations de corruption avec la Libye. Bernard-Henri Lévy sera lui aussi, accusé et confondu pour des relations, elles aussi de corruption, avec le Qatar. Les révélations récentes à ces sujets sont explosives et documentées (3) C'est cette corruption au plus haut sommet de l'Etat français qui a ouvert la voie au développement des relations privilégiées actuelles de la France avec le Qatar.

Des intellectuels français, et des journalistes se joignent à la meute et demandent la mise

à mort de Kadhafi (4). 14 ans après, on retrouvera quasiment les mêmes, toujours en meute, mais cette fois sur l'Iran. Qu'y a-t-il de changer. Heureusement qu'il y a l'Internet qui garde une trace de tout cela. Lors de ces agressions, un aspect ne cesse d'étonner et de choquer: c'est la véhémence et la hargne, du personnel médiatique occidental envers les pays agressés. Ils semblent être chacun personnellement impliqués.

Comme on est aujourd'hui encore étonnés par le silence qui a été celui, à cette époque, de certaines élites arabes occidentalistes. Certains ont même approuvé les actions contre Kadhafi, empoisonnés qu'ils étaient par la propagande occidentale. Peut-être en ont-ils honte aujourd'hui. On aura alors avancé.

DE LA SYRIE À L'IRAN

Tous ces évènements sont à rappeler tant les gens ont, la mémoire fragile et tant les médias dominants savent très bien effacer le souvenir de ce qui les dérange, ce qui permet un éternel recommencement des crimes contre l'humanité, comme ceux actuels en cours ou en préparation au Proche Orient. Certes la mémoire historique viendra, mais si tard, et toujours trop tard pour les victimes..

Mais revenons à cette séance du Conseil de sécurité du 17 mars 2011, si importante pour l'avenir. Une motion, la 173, y est adoptée. Elle est détournée par les pays occidentaux, sous l'action de la France notamment, afin de l'interpréter, en toute mauvaise foi, comme l'autorisation d'intervenir militairement en Libye. C'est la plus grande campagne de désinformation et la plus grande escroquerie du siècle, qu'on peut revivre sur ce texte (5) qui avait été écrit, minute par minute, pratiquement en direct.

Cet abus de confiance commis par les puissances occidentales ne leur sera jamais pardonné par la Russie et la Chine. Cette tromperie pèsera lourdement jusqu'à aujourd'hui sur les relations internationales. Elle est probablement le point de départ historique de la rupture avec ce qu'elles appelleront «Occident collectif»

Kadhafi aura eu beau dire qu'il accepte cette résolution du Conseil de sécurité, et qu'il s'y soumet, on déclarera, vieille habitude elle aussi de toute agression occidentale, que de toute façon «il ment». Le sort de la Libye sera scellé. Kadhafi sera lynché devant les yeux du monde entier après sa diabolisation auprès d'Etats arabes étrangement absents, comme ils le seront sur la Palestine.

Pour la Syrie ce sera, à peu près, le même schéma avec la même accusation de détenir des «armes de destruction massive», mais cette fois-ci chimiques. Il n'y aucune preuve indiscutable. La Syrie niera, acceptera tout contrôle, le réclamera elle-même. Les contrôles ne

découvrent rien mais on dira qu'«elle a caché ces armes». L'agression paraîtra imminente, mais elle n'aboutira pas cette fois-ci du fait de l'intervention militaire russe. Il y avait eu le précédent de la Libye et le monde commençait à changer. La Syrie aura seulement, en fait, un sursis

Ce récit montre bien que l'Occident dominateur, tel le prédateur, ne lâche jamais sa proie. Ce sera la même chose pour l'Iran. Les agressions se répèteront sous les prétextes les plus divers. Mobilisation de tout le système de propagande occidental, sans relâche, 24h sur 24, en boucle. Accusation de préparer en secret des bombes nucléaires. Accusations de répression horrible, d'oppression, de non-respect des Droits de l'homme, et spécialement pour l'Iran, l'accusation d'opprimer les femmes. Et cela pour un pays qui a le plus grand taux d'ingénieurs féminins au monde (70%) !

Pour l'Occident, concernant l'Iran, l'affaire est entendue, dès le départ d'ailleurs. Rien ne servira de lui faire la preuve que ses accusations sont fausses. Peine perdue. La force, la lucidité est de ne se faire aucune illusion. Elles seraient mortelles.

Tout ce que nous venons de d'écrire porte un nom, l'Arbitraire. Il a continué ses ravages tout au long de ces dernières décennies lorsque les Etats-Unis et l'Occident se sont sentis tout-puissants, après l'effondrement de l'URSS, et avec l'ambition d'une domination sans partage sur le monde. Combien de fois les peuples du monde non occidental, les justes, les hommes de bonne volonté en Occident ont dû assister impuissants, les mâchoires crispées, les poings serrés à l'hallali sur un peuple innocent, choisi comme la proie du moment.

Rien n'exprime peut être mieux cet arbitraire, ce deux poids deux mesures, et le dérèglement moral actuel du monde, que le silence concernant le nucléaire israélien comparé à la campagne hystérique sur le nucléaire iranien. Ce que veut l'Occident, ce n'est pas tant interdire à l'Iran l'arme nucléaire que la réserver à Israël. Ce qu'il veut c'est qu'Israël en conserve le monopole afin de s'assurer, à travers l'Etat sioniste, la domination totale sur le Proche et Moyen Orient.

Les massacres de Gaza et la bombe nucléaire israélienne sont la face l'un de l'autre. Entre eux, il n'y a qu'une différence de moyens. Les bombardements israéliens sur Gaza ont fait autant de morts et de blessés que la bombe d'Hiroshima. Mais le martyre de Gaza et la bombe nucléaire israélienne ont, tous deux, un même visage, celui de l'impunité d'Israël et son statut hors norme, au-dessus des lois internationales, au-dessus des lois humaines. Par Israël, l'Occident de l'hégémonie réalise, au moins sur une région du globe, son rêve permanent, son objectif final, celui de la toute-puissance.

Notes

-Prochain article, le 10 Juillet 2025 : le scandale du nucléaire israélien

(1) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2006/07/25/la-libye-etait-sur-le-point-de-construire-la-bombe-atomique-en-2003-selon-m-kadhafi_798263_3212.html

<https://www.ouest-france.fr/environnement/nucleaire/nucleaire-2-5-tonnes-duranium-se-sont-volatilisees-en-libye-bf4deb8f-c3e7-11ed-9add-012db42d5c37>

(2) <https://www.bbc.com/news/world-africa-13803556>

<https://www.lapresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/la-libye-apres-kadhafi/201106/16/01-4409957-clinton-denonce-le-viol-comme-instrument-de-guerre-en-libye.php>

(3) <https://www.youtube.com/watch?v=aTsbeG42UGM>
<https://www.mediapart.fr/journal/france/060722/blast-bhl-et-le-qatar-ce-qu-dit-la-justice>

(4) Antoine Sfeir(qui propose «une balle dans la tête pour Kadhafi», Antoine Basbous (qui dit que sa «disparition arrangerait bien les choses», l'inévitable Bernard Henri Lévy, Pierre Hesner, Paul Pancracio, Jean François Daguzan, des intellectuels et chercheurs français dans le journal «Le Monde» du 16 Mars 2011, Pascal Boniface. Ce dernier sera le seul à donner aujourd'hui l'impression de remords devant le chaos qu'ils ont contribué à provoquer.

(5) <https://algeria-watch.org/?p=36542>

Vassalité librement consentie de l'Europe à l'Amérique

Par Abdelhak Benelhadj

Le Sommet était prévu sur deux jours par les organisateurs européens. Il ne dura pas plus de deux heures sur décision (comme de coutume, unilatérale) du président américain qui n'avait pas beaucoup de temps à consacrer à ses alliés et surtout n'avait pas besoin de leur avis sur des questions qui concernent pourtant tous les membres de l'Alliance.

Rappelons que la présence de D. Trump était, à quelques heures de l'ouverture de la session, de l'ordre de l'hypothèse jusqu'à la dernière minute. Et cela n'avait rien à voir avec des questions de sécurité.

D. Trump fait partie de ces présidents américains (Nixon, Reagan...) qui ne se reconnaissent aucune limite à la goujaterie. En cette matière, le locataire actuel de la Maison Blanche est hors normes. Chacun se souvient de la manière avec laquelle le président ukrainien avait été traité dans le Bureau Ovalle le 18 février dernier.¹ Il aligne et indexe, au plus près, la communication et le comportement sur l'état réel des rapports de forces, alors que la plupart de ses prédécesseurs s'imposaient plus de discrétion et de retenue en public.

Car le plus singulier ici n'est pas qu'il prenne ses aises et traite ses «alliés» pour ce qu'ils sont. Le plus remarquable est ces «alliés» se reconnaissent et se comportent comme tels.

Ces questions n'auraient jamais mérité le moindre intérêt ici si elles ne renvoyaient pas au mode de traitement des conflits en cours aujourd'hui dans le monde. La personnalité de D. Trump est une question secondaire, mais son comportement révèle ce qu'il en est de la puissance américaine (aussi relative qu'elle soit) quand, en face, elle n'a aucune de contrepartie.

1.- Eloge de D. Trump par Mark Rutte. Flagornerie d'un vassal face à son maître. C'est sous cet angle qu'il convient d'entendre le Secrétaire général de l'OTAN, l'ex-premier ministre des Pays-Bas (2010-2024) chanter des louanges au «Patron du monde libre».

«Bravo et merci pour votre action décisive en Iran, c'était vraiment extraordinaire». Il poursuit : «Donald, vous nous avez menés à un moment vraiment vraiment important pour l'Amérique, l'Europe, et le monde.»

Et il poursuit : «Papa [Daddy] doit parfois hausser le ton».

La journaliste de Sky News Deborah Raynes raconte que «tout le monde dans la salle était gêné». Mais personne n'a pipé mot. Les autres estimables chefs d'Etat présents contemplaient avec application le bout de leurs chaussures et computaient leur espérance de vie politique...

La servilité des Européens est connue et acceptée de tous mais, se toisant de profil dans le miroir, ils ne consentent pas volontiers à se regarder de face lorsque les circonstances les y contraignent. Leur unique préoccupation est que leurs opinions publiques ignorent que leurs honorables et démocratiques représentants se salissent les genoux lors de ces Sommets. La suite est conformément logique à ce qui précède.

2.- DE LA SERVILITÉ À LA «SERVITUDE VOLONTAIRE».

Deuxième décision au Sommet de La Haye : le Royaume-Uni va rétablir sa dissuasion nucléaire aéroportée dans le cadre de l'Otan, grâce à 12 avions F-35 fournis par l'américain Lockheed-Martin capables de transporter des ogives nucléaires. Il est précisé toutefois que ces armes «ne peuvent être utilisées qu'avec l'accord des États-Unis»². (AFP, 25 juin 2025).

Cette information mérite une pause. Depuis la fin de la Guerre froide, la dissuasion nucléaire britannique (qui n'a jamais cessé d'être inscrite dans le cadre de l'OTAN) était uniquement assurée par les sous-marins de la Royal Navy (marine). La dernière arme nucléaire aéroportée britannique était une bombe nucléaire tactique qui était en service de 1966 à 1992 dans la Royal Navy et jusqu'en 1998 pour la RAF (l'armée de l'air).

Comme les autres pays européens (Pays-Bas, Italie et Danemark, ainsi que la Suisse) qui accueillaient sur leur sol des ogives nucléaires américaines B61, et qui sont contraints d'acheter des F-35 pour les larguer, ce sera désormais le cas du Royaume-Uni.

Pour le Premier ministre britannique Keir Starmer cet achat constitue «le plus grand renforcement du dispositif nucléaire du Royaume-Uni

depuis une génération». «Ces avions F-35 vont faire entrer le leader mondial qu'est la Royal Air Force dans une nouvelle ère, et dissuaderont les menaces hostiles qui pèsent sur le Royaume-Uni et ses alliés» (AFP, idem).

Le secrétaire général de l'Alliance Mark Rutte, comment peut-il en être autrement pour ce serviteur zélé, s'est «vivement félicité» de cette annonce, qui apporte selon lui une «nouvelle contribution britannique solide à l'Otan».

Le tour de passe-passe qui explique pourquoi les Européens n'utilisent pas les avions fabriqués chez eux (l'Eurofighter par exemple, voire le Rafale français qu'aucun Européen n'achète à l'exception de la Grèce et de la Croatie³), vient de ce que les Américains imposent le seul avion compatible avec leurs bombes, le F-35. Point !

On peut (à la rigueur) comprendre les Allemands et les Italiens qui ne fabriquent pas de bombes atomiques. Mais la position du Royaume-Uni est plus difficile à saisir puisqu'ils possèdent en principe leurs propres armes et leurs propres avions.

En réalité, toutes les décisions sont intégrées dans une approche globale sous dépendance unique. Codécision, concertation, réflexion commune... tout cela est servi (mais pas toujours) aux opinions publiques pour offrir une image consensuelle qui sauve la face de ceux qui ne décident pas. L'OTAN n'est pas un système «commun» de défense. C'est un système américain global qui intègre l'Europe comme élément d'un ensemble, partie d'un tout.

Seule, l'Amérique a une vision planétaire qu'elle ne partage avec aucun de ses «alliés», pas même avec le gouvernement de Sa Majesté, qui continue d'entretenir de l'illusion de partager un destin librement décidé dans une concertation qui n'existe pas.⁴

Par-delà le volet militaire et donc politique (les deux dimensions sont, cela tombe sous le sens, intimement liées), il y a le volet peut-être le plus important, le volet économique.

Londres paie les avions, les bombes et les pilotes, mais c'est Washington qui en détermine l'utilisation. Cela ressemble beaucoup à l'état des pays du Golfe qui se ruinent à s'équiper en matériel américain dont l'usage et la raison politique échappe aux rentiers qui les achètent. L'armée et la guerre sont d'abord une question de gros sous et d'hommes d'affaires. Il n'y a que les généraux pour se croire au cœur de l'intelligence de ces affaires. Beaucoup d'entre eux paradedent sur les plateaux de télévision confondant avec ostentation, opérationnel et stratégique, peuple et population, caserne et Assemblée Nationale. A beaucoup d'entre eux, a échappé le fait que le Général de Gaulle a cessé d'être un soldat dès le 18 juin 1940. La qualité de «général» ne lui a été conservée qu'à titre purement honorifique.⁵

L'Europe dépend des Etats-Unis, comme un drogué de son fournisseur qui de surcroît paie pour demeurer en son état.

C'est pire que le syndrome de Stockholm.

3. PETITES TRAHISONS ENTRE ALLIÉS

Pour comprendre cette affaire, comme c'est souvent le cas, il faut remonter un peu dans le temps et en revenir aux causes, la seule méthode pour «comprendre», établir un lien de causalité inévitablement nécessaire à l'entendement.

Cette affaire renvoie à la tumultueuse histoire franco-britannique, dans le droit fil de la «guerre de cent ans».

Comment les Anglais en sont-ils arrivés là ? La Grande-Bretagne réalisa son premier essai nucléaire le 03 octobre 1952 (et sa bombe «H» le 15 mai 1957).

La France l'imitera un peu moins de 8 ans plus tard. Ce sera fait à Hammoudia, dans le Sahara algérien, le 13 février 1960 (et fera exploser sa première bombe H en 1968).

Cependant, pour faire d'un essai réussi une arme utilisable, il faut franchir de nombreuses étapes. La miniaturisation, le «durcissement» des ogives... et surtout posséder un vecteur à même de la transporter, de préférence, des milliers de kilomètres plus loin.

Pour cela, la conception de missiles, de fusées... adaptés à cet emploi, s'impose.

Une fusée n'avait à l'époque rien à voir avec la «conquête de l'univers», la recherche de la vie sur d'autres planètes, des exoplanètes... et avec toutes les applications actuelles (communications, observation, météorologie...). En octobre 1957, le lancement de Spoutnik allait provoquer un tremblement de terre géostratégique, d'autant plus fort que les Américains ignoraient à peu près tout sur

Lors du dernier Sommet de l'OTAN qui s'est tenu à La Haye aux Pays-Bas, le 25 juin dernier, deux événements n'ont pas été suffisamment relevés par les médias, surtout le second que nous analysons en détail ici. Et encore moins ce que ces événements révèlent et impliquent.

les progrès astronautique russe. Depuis août 1949, la Russie avait une bombe. La voilà qui possède une fusée (avec tout ce que cela suppose en progrès technologiques) pour la lancer sur l'Amérique si elle le voulait, un instrument pour dissuader l'ennemi.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, la guerre faite à l'Iran visait non seulement à lui interdire la maîtrise des techniques d'enrichissement (U238-U235) à fortiori de l'ordre de 60 à 90%, mais aussi sa capacité à fabriquer des missiles à longues portées, à même de menacer son voisin israélien qui tient à l'exclusive possession de l'arme atomique, en toute clandestinité et en violation de toutes les règles en vigueur.CQFD.

Dès 1954, la Grande Bretagne fait le choix de missiles balistiques, en collaboration avec les Etats-Unis. Elle passera par plusieurs étapes qui finiront par un abandon du projet. Le missile britannique Blue Streak avait mis toutes les chances de son côté pour échouer. Pourquoi ?

1. Le Blue Streak qu'elle a conçu pouvait servir éventuellement à aller sur la Lune, mais en aucun cas, il ne pouvait porter une ogive nucléaire. Le carburant liquide utilisé exigeait une préparation longue, minutieuse et aussi dangereuse, incompatible avec une urgence militaire.

2. La portée de 2 500 km était insuffisante pour couvrir l'espace de dissuasion qui était dévolu à ce vecteur.

3. Une partie de l'engin était sous licence américaine de Rocketdyne. Les Américains n'hésiteront pas à violer les termes de l'accord en lançant la fabrication de missiles balistiques concurrents (Atlas et Thor). Mal conçu, la fusée britannique était un mort-né.

Blue Streak fera encore illusion et sera utilisé plus tard comme premier étage de la fusée Europa.⁶

Du 15 au 16 décembre 1962, le président français Charles de Gaulle reçoit au château de Rambouillet le Premier ministre britannique Harold Macmillan et lui fait alors une proposition audacieuse : une fusée pour deux.

J.-F. Kennedy, comme son prédécesseur F.-D. Roosevelt, n'avait aucune sympathie pour le président français lequel avait un sens élevé de la souveraineté de son pays (qualité qui a déserté l'Elysée depuis).

C'est pourquoi ayant eu vent du projet gaullien, Kennedy invite H. Macmillan à Nassau, quelques jours plus tard, le 21 décembre 1962 et lui fait une contre-proposition qu'il accepta et qui va placer le Royaume-Uni et le maintenir jusqu'à aujourd'hui sous totale dépendance militaire américaine. Pour se rassurer, les Anglais appellent ça «spécial relationships» dont ils se prévalent (aux yeux de leurs concitoyens et des «contingents» qui en sont «privés») pour se convaincre d'être des interlocuteurs privilégiés de leurs «frères» outre-Atlantique.

Il est vrai que la proposition est alléchante : Washington avait un programme en cours (missiles «Polaris» à lancer à partir d'un sous-marin), alors que la France n'avait qu'un vague projet... Kennedy eut même le culot (en riant sans doute sous cape) de charger le Premier ministre britannique de soumettre la même offre au «Général». Ce qu'il fit avec application.

C'est ainsi que les vecteurs transportant les ogives britanniques sont devenus américains et explique le jeu de double-clés (américano-britanniques) en vigueur dans leurs sous-marins qui n'ont de britannique que le nom.

Naturellement, cela mit C. de Gaulle dans une colère noire qui l'amena à bloquer l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Ce n'est qu'en 1973, avec l'arrivée de G. Pompidou à l'Elysée, qu'elle y fut admise (en compagnie de l'Irlande et du Danemark).

LA FRANCE, PUISSANCE «DOTÉE»

Le jeu favori des Français (et réciproquement des «grenouilles» par leurs voisins outre-Chanel) est de se gausser quelques fois des «rosbifs» et de leur armement atomique, comme nous le savons, sévèrement contrôlé par Washington.

Par ailleurs, les Français demeurent très attachés à une image gaullienne, plutôt antiaméricaine malgré leur grande sensibilité à la culture anglo-saxonne très prisée par les «élites» anglophiles, nombreuses au moins depuis Voltaire,

Hugo et Napoléon III et qui ont proliféré depuis la fin des années 1960.

A supposer que le «Général» ait eu (à nuancer et à relativiser) quelques différends avec Washington, cela correspond à une époque qui n'est plus.

Tout aura été fait par les Américains, jusqu'à l'arrivée de R. Nixon à la Maison Blanche en 1968-69, pour empêcher la France de parvenir à mettre au point sa bombe.⁷

Cependant, l'histoire «anti-américaine primaire» de la France mérite d'être toilettée.

C. de Gaulle a cultivé avec habileté une image de résistance à la puissance américaine qui a fait son succès en France et beaucoup plus encore dans le Tiers-Monde.

Certes, le «Général» ne s'est pas contenté de slogans et d'images. Quelques exemples :

- Sa décision de continuer à commercer avec Cuba⁸,
- Sa reconnaissance de la République Populaire de Chine (27 janvier 1964),
- Ses réticences dans les négociations douanières du Kennedy Round (GATT 1964-67),
- Sa visite au Mexique (mars 1964),
- Son refus de participer au 20^e anniversaire du débarquement en Normandie (6 juin 1964),
- Sa décision de se retirer de l'OTAN (février 1966), sans complètement en sortir...
- Son voyage en URSS (juin 1966), et son discours de Phnom Penh (1^{er} septembre 1966),
- Sa condamnation (très formelle) d'Israël lors de la guerre des Six Jours (juin 1967),
- Sa prise de position en faveur du Québec «libre» (juillet 1967),
- La conversion en or d'une grande partie des réserves de la France en dollars. Pour échapper à la tempête de la privatisation des monnaies et leur abandon aux marchés de change (rupture des Accords de Bretton Woods).

On mesure la distance entre la fin des années soixante et l'état actuel de la France. L'aide apportée par les Etats-Unis a été diverse : fin de l'opposition américaine à l'arme atomique française dès l'arrivée de R. Nixon à la Maison Blanche,⁹ développement des missiles balistiques, de la sécurité des armes, de la simulation, «durcissement» des missiles, des têtes nucléaires et des silos...

Dans le cadre de l'opération Apollon», lancée par les présidents Valéry Giscard d'Estaing et Gerald Ford en décembre 1974, les Américains fournirent à leurs partenaires des renseignements cruciaux sur la mise au point des têtes multiples du missile M4. La «collaboration» continua sous F. Mitterrand.

La question n'est pas de savoir si les Américains ont ou non aidé les Français à perfectionner leurs armes. La réponse relève du secret de Polichinelle. Sachant que la «gratuité» est une notion qui n'appartient pas au dictionnaire américain, la seule question qui vaille est, «en contrepartie de quoi» ? Combien cela a-t-il coûté ? Dans quelle monnaie la France a-t-elle payé cette aide ?

Aujourd'hui et encore plus depuis de retour des forces françaises sous le contrôle américain de l'OTAN, il est difficile de mesurer le degré de dépendance militaire et technologique liant Paris à Washington.

Imagine-t-on une seconde la France utiliser ses bombes de manière indépendante, seulement dictée par ses propres intérêts, en conformité avec sa souveraineté (question qui ne fait pas débat aux Etats-Unis, par exemple, ni en Chine, ni en Russie) sans consulter les Américains dans le cadre de l'OTAN ?

On sait que les Scalp-strom-shadows franco-britanniques incorporent des éléments américains qui soumettent leur utilisation au visa de Washington. C'est le cas d'un nombre élevé d'armes et de technologies militaires (matérielles et immatérielles).

Cela, en vertu de réglementations successives imposées par Washington définissant les conditions d'utilisation de biens matériels ou non qui impliquent un producteur américain.

ITAR. (International Traffic in Arms Regulations) Réglementation mise en place en 1976 dans le contexte de la guerre froide destinée au contrôle, à la fabrication, à la vente et à la distribution d'objets et de services liés à la défense et à l'espace, tels que définis dans l'US-ML (United States Munitions List).

Suite en page 8

Vassalité librement consentie de l'Europe à l'Amérique

Suite de la page 7

Arrangement de Wassenaar (Wassenaar, aux Pays-Bas 12 mai 1996), sur le contrôle multilatéral des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage) a été signé par 33 États (42 membres aujourd'hui) afin de «coordonner leurs politiques en matière d'exportations d'armements conventionnels et de biens et technologies à double usage». Il a été établi en 1996 à, et succède au Coordinating Committee for Multilateral Export Controls. (CoCOM, Paris, 1949-1950).

Il ne s'agit pas ici de consultations logiques et raisonnables entre alliés, de coopérations techniques profitables à toutes les parties.

Ce qui est jeu ici, ce sont les liens de subordination univoques qui soumettent les uns aux autres. Fut-ce au détriment de leurs intérêts nationaux. C'est le fil rouge qui court tout au long de ce papier.

A FLEURETS MOUCHETÉS

Depuis «Maastricht», en Europe marchande règne de moins en moins la coopération et de plus en plus la compétition. On reprend les doctrines vieillottes du libéralisme du XIX^{ème} servie à la mode des Chicago Boys. Autant dire que, depuis, tous les coups sont permis en gage de sublimation créative. La guerre économique et marchande est ouverte entre tous les membres de l'Union : la concurrence fiscale, sociale et réglementaire fait rage.

Derrière des dehors policés, les querelles entre Européens sont féroces. Le tout agrémenté de relents venus du passé. Rien n'est oublié des vieux règlements de compte historiques, avec en toile de fond un enjeu cardinal, le partage du monde que les empires européens se disputaient.

Tout cela est bien fini. L'Europe n'est plus un acteur. C'est au mieux un spectateur neutralisé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, «libéré» pour servir les desseins de l'Oncle Sam.

Mais si rien n'a été oublié, les conflits feutrés entre partenaires (en partage sanglant de chutes de table), n'ont rien à voir avec l'histoire et tout à voir avec les intérêts actuellement en jeu.

Le système politico-médiatique européen formaté par Hollywood aurait mérité de fréquenter l'École des Annales et aurait gagné à se départir d'une psychologie de bazar qui pollue les plateaux de télévision et les interventions de leurs dirigeants.

Ils auraient découvert que les décisions politiques relèvent moins du «caractère», des humeurs ou des inclinations personnelles de leurs hommes politiques que de contraintes financières, économiques, géopolitiques, voire partisans bien réelles et bien actuelles.¹⁰

L'Europe est un combat brutal et cruel. Derrière les échanges affables, les couteaux sont aiguisés. Ni l'Amérique, ni la Russie, pas davantage la Chine n'ont à craindre d'une Union qui ne formera jamais un acteur et qui restera un bric-à-brac de consommateurs de produits chinois) et d'épargnants pour combler les déficits du budget et de la balance des paiements américains.

Il n'est pas discutable que les Britanniques aient abdiqué leur autonomie de décision, pour parler pudiquement. On peut dater ce basculement dès 1931 avec la dévaluation de la livre sterling et la prise de pouvoir financier et commercial par Wall Street, confirmé par Bretton Woods en 1944.

Il est vrai qu'en juin 1940, alors que les Français signaient leur armistice, les Britanniques s'étaient retrouvés bien seuls face à Hitler.

En sorte que la signature du «Trade-bill» entre F. Roosevelt et W.

Churchill en août 1941, à Terre-Neuve (sous des conditions de subordination que Londres ne pouvait refuser), scella une relation logique qui se continue jusqu'à aujourd'hui.¹¹

Le réflexe de l'enfermement.

La subordination de l'Europe à l'Amérique repose sur un principe simple par lequel les dirigeants (et leurs système politico-médiatiques) du vieux continent intoxiquent leurs concitoyens.

L'Occident, sous quelques biais que le conçoivent ceux qui s'y reconnaissent, racial «blanc», religieux «chrétien» ou «judéo-chrétien», économique «développé» ou «avancé»...) se sent menacé militairement, démographiquement, culturellement, culturellement, économiquement, technologiquement... d'une submersion planétaire.

Géographiquement, il se circonscrit à l'axe atlantique, avec les dépendances européennes dispersées dans le monde comprenant l'Australie, la Nouvelle Zélande... auxquelles il ajoute quelques dépendances : le Japon, la Corée du sud, Taiwan... et un fortin enkysté dans le Proche-Orient que René Goscinny féru de mythes pas chers et qui rapportent, n'aurait sûrement pas renié.

Depuis la «Renaissance», construction anachronique bricolée par des historiens au XIX^{ème}, l'«Occident» se construit une idéologie de l'ouverture, de la destruction des frontières censée laisser libre cours à la créativité, à l'innovation, à la liberté. La création du GATT en septembre 1947 procède de la même légende. A la fin des années 1990, la Chine en a tiré un très bon parti et laissant les prédateurs la considérer comme un «pays-usine» à exploiter.

A. Smith a résumé en une formule simple («laissez-faire, laissez-passer») une doctrine qui, à l'exception des colbertistes et de quelques autres, est la pierre de touche commune à presque toutes les théories économiques libérales, mercantilistes, physiocrates, utilitaristes, néoclassiques, néolibérales...

L'Amérique, posée comme la patrie de tous les réprouvés du monde, fait maintenant la chasse à l'«autre», comme en mai 1924 avec l'«immigration Act», l'Américain du sud dans le viseur.¹²

Jusqu'à W. Churchill (Fulton, 05 mars 1946), ce sont les autres qui s'enfermaient derrière des «Rideaux de fer» parce qu'ils avaient peur de la «liberté». Aujourd'hui, c'est la «liberté» qui se clausure et qui s'emmure derrière ses certitudes.

Quoi qu'il en soit et «quoi qu'il en coûte», l'Amérique de D. Trump est en guerre.

Une des batailles en cours est toujours celle qui vise la chute du Kremlin et de son voisin chinois, contrairement à toute la communication cafouilleuse de la Maison Blanche, avec des retombées coûteuses pour les «alliés» dont ne se préoccupe nullement Washington.

La guerre des monnaies et celle du pétrole, organisée par D. Trump vise à baisser le prix du dollar qui sert pour les transactions sur le marché des hydrocarbures quitte à handicaper les producteurs américains qui ont besoin d'un prix plus élevé pour amortir des coûts plus élevés qu'ailleurs.

Le but recherché est un double-effet, prix-monnaie, pour assécher les revenus extérieurs de la Russie dont l'économie fortement liée à ses exportations d'énergie, avec une relance de la course aux armements. Le coup a déjà servi dans les années Reagan pour abattre l'URSS.

Mais de nombreuses questions restent en suspens. Elles tiennent pour l'essentiel à la résistance des protagonistes à la guerre d'attrition qu'ils s'infligent. Le facteur temps est ici le paramètre essentiel. Qui cédera le premier ?

1. L'Amérique peut-elle continuer à vivre aux crochets du «monde libre»,



creuser ses déficits intérieurs et extérieur et à s'endetter avec des taux longs qui ne cessent d'augmenter ? Les flux de capitaux qui vont sans cesse d'est en ouest pour combler ce gouffre insatiable qui persiste depuis des décennies vont-ils se tarir ? La hausse corrélative de l'euro est-elle durablement supportable par le commerce extérieur européen ?

2. Dans quelle mesure le coût exigé des pays européens sera-t-il supportable ?

Exemple : sans évoquer les comptes publics et l'état de l'économie française, les sondages de popularité du président E. Macron et de son Premier ministre sont à un niveau politiquement préoccupant. Résultats du dernier sondage (réalisé par l'IFOP du 18 au 26 juin 2025) :

- Une écrasante majorité de Français (80%) est mécontente du Premier ministre F. Bayrou.

- 77% des Français sont mécontents du président de la République, dont 45% très mécontents.

Jusqu'à quand ces deux-là continueront-ils de gouverner leur pays comme si de rien n'était, en se jouant des institutions et des citoyens ? La légalité, fortement sollicitée, suffira-t-elle à couvrir un déficit de plus en plus évident de légitimité ?

3.- L'audience des mouvements politiques d'extrême droite en Europe, simulacres d'opposition, suffira-t-elle longtemps à détourner et à court-circuiter des contestations plus «ra-

dicales» qui finiront par en venir à (se) poser les «bonnes» questions ?

4.- Portée à bout de bras par les Occidentaux, une aide multiforme et très coûteuse, économiquement, financièrement, diplomatiquement et humainement, pendant combien de temps l'Ukraine résistera-t-elle aux coups de boutoirs de l'armée russe ? Les caisses, les stocks d'armes et de munitions se vident peu à peu. Restent des bastions ultra-bétonnés, des hommes de moins en moins nombreux, de moins en moins motivés, fragilisés par manque de repos et d'alternance d'équipes, une conscription en panne... Un front de 1 200 km...

5. Inversement, jusqu'à quel point la Russie sera-t-elle en mesure de «tenir» économiquement et socialement face aux sanctions (les Européens en sont à leur 18^{ème} paquet), qui leur sont infligées ? Moscou se prépare à cette crise depuis les années 2010. Cette préparation, est-elle suffisante, correspond-elle à l'évolution du conflit ? Et là aussi, jusqu'à quand ?

6. La présence de la Chine et des BRICS (l'Inde, la Viêt-Nam, la Corée du Nord, les anciennes Républiques soviétiques d'Asie Centrale...) sur l'échiquier mondial introduit-elle de nouvelles variables dans l'équation favorables à la Russie ?

7. La «neutralisation» de la Syrie et de l'Iran, sciemment entreprise dans ce but, dans quelle proportion affai-

blit-elle la Russie ? Certes, on sait que Moscou n'est plus dépendant de Téhéran pour la production de drones que les Russes ont considérablement augmentée et perfectionnés.

Combien de temps va durer ce jeu de chat et de souris, de glaive et de bouclier ?

On sait que, politiquement, culturellement capables de tenir sous des contraintes très difficiles, les Russes ne céderont pas. Ils ont mesuré la différence entre la «liberté» sous Boris Eltsine et l'ordre protecteur, aussi oppressif peut-il être ressenti, sous V. Poutine.

On sait aussi que la chute de l'Ukraine, en raison de ses conséquences, serait une catastrophe inacceptable pour les Etats-Unis qui n'envisagent pas une minute un retour aux conditions initiales : à savoir le rétablissement de l'axe Berlin-Moscou avec une industrie allemande qui reprendrait ses achats de gaz russe. Les changements induits dans l'Union Européenne seraient incalculables.

Un accord entre Washington (si D. Trump y trouverait son intérêt), Moscou et Pékin dont l'Europe et les «fidèles alliés» feraient les frais, est-il concevable ? Les Européens ont avalé tant de couleuvres que la question ne les concerne pas.

Les peuples européens, jusque-là ignorés, consentiraient-ils à ce que leurs dirigeants les fassent sortir si facilement de l'histoire par une petite porte dérobée ?

Abdelhak Benelhadj

Notes :

1. Abdelhak Benelhadj : «Embuscade en direct à la Maison Blanche.» Le Quotidien d'Oran, 06 mars 2025.

2. Précision : contrairement à ce qui est souvent publié, les F-35 ne sont pas pourvus d'un interrupteur («kill switch») activable à partir des Etats-Unis. Il est cependant connecté à un réseau qui permet l'exploitation de son logiciel ALIS pour assurer la maintenance, le briefing et le débriefing des missions, la trajectoire des missiles... le département de la Défense américain reste le seul à pouvoir procéder aux mises à jour. Résumé : il n'a pas d'interrupteur, mais c'est tout comme...

3. La Croatie a acheté 12 Rafale d'occasion, tandis que la Grèce a renoncé aux Rafale supplémentaires, au profit du... F-35.

4. Une série (que l'on peut suivre comme un documentaire), décrit sans ambages, avec une distanciation d'entomologiste, l'état de totale nudité de la souveraineté britannique, «La Diplomate» en deux saisons que Netflix diffuse depuis avril 2023. La troisième saison est annoncée pour l'automne prochain.

5. «Un quarteron de généraux à la retraite» s'était laissé naguère idéologiquement abusé par des étoiles sur un képi.

6. «Europa» : un premier étage anglais, un second français (Coralie) et un troisième allemand («Astris») avec une coiffe italienne. Trois étages, trois pays, 11 tentatives, 11 échecs. Willy Brandt mit un terme au projet. Les pays associés décidèrent l'arrêt définitif du programme en décembre 1972 qui sera repris sous responsabilité française. Ariane ne réussira son premier lancement que le 24 décembre 1979.

7. Avec le «Opération Apollon» sous V. Giscard d'Estaing, il en sera autrement Si la découverte de la fission est allemande (Hahn, Meitner, Frisch et Strassmann), la réaction en chaîne par bombardement de neutrons est postulée en 1935 par F. Joliot qui déposa des brevets dès le 1er mai 1939. (Frédéric Joliot et Irène Curie, avaient obtenu en 1935 le Nobel de chimie

pour la radioactivité artificielle). Le début de la guerre en septembre, puis en juin 1940 n'a pas permis aux Français d'aller plus loin, même si la mise au point d'une bombe exigeait une maîtrise technologique et des moyens considérables que la France était très loin de posséder. (Cf. «Projet Manhattan»).

8. Et cela malgré le soutien de Paris (sans rien exiger en retour, ce qui a surpris le chargé de missions américain, disposé à réduire l'opposition américaine à la bombe française) à Washington dans la crise des missiles en octobre 1962.

La tournée de de Gaulle, du 21 septembre au 16 octobre 1964 en Amérique du Sud, la chasse gardée des Etats-Unis depuis le début du XIX^{ème} siècle du président Monroe, a été triomphale.

Consulter sur toutes ces questions, Vincent Jauvert (2000) : «L'Amérique contre de Gaulle. Histoire secrète». Seuil, 280 p. A propos de la «bombe», lire pp. 88-99.

9. Qui est venu, immédiatement après son élection, à Paris rencontrer C. de Gaulle entre le 28 février et le 03 mars 1969.

10. De même, le contentieux franco-algérien n'a que peu à voir avec la fable historique régulièrement ressassée outre-méditerranée. L'Algérie n'est plus à libérer et la frange la plus extrême des nostalgiques de l'«Algérie française» n'a aucune envie de reconquérir son ancienne colonie. Elle ne le peut ni ne le veut. En sorte que tenter de pacifier les relations entre les deux pays en improvisant une commission d'historiens est une belle farce faite à ces braves universitaires pour la plupart embrassés de bonne foi dans une fable pour demeurer.

11. La dette britannique aura été complètement remboursée en 2006.

12. Pour les cinéphiles épris d'histoire, je recommande le long métrage «Sacco et Vanzetti» de Giuliano Montaldo (1971) dont l'action se déroule précisément en cette période de l'histoire américaine.



EPE/SPA AU Capital social de 115 000 000 000 DA
NIF: 000216001808337
EPE - ALGERIE TELECOM - S.A.
Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE
CAPACITES MINIMALES N°18/ AT/DOT31 /SDFS/DAL/2025

La Direction Opérationnelle d'Oran lance un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

« LOCATION DE MATERIEL DE TRANSPORT DE MARCHANDISE POUR LA DOT D'ORAN »

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises qualifiées dans le domaine, ayant comme article au registre de commerce « transport marchandise » et/ou transport ou transporteur », ayant des capacités techniques et financières pour réalisation des prestations de service de transport de matériels et de marchandise.
Avoir réalisé au moins un projet similaire appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations durant les 07 dernières années, délivrées par des organismes publics.
Il y a lieu de signaler que la première attestation de bonne exécution ne sera pas notée par la COPEO.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, sont invitées à consulter et retirer le cahier des charges auprès du service Achat à la Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran à l'adresse suivante :

Adresse : 06 Rue CHAILA Ali El Makkari. ORAN

Contre paiement d'une somme de deux mille dinars (2000 DA). Compte bancaire (RIB) N° 001 00951 0300 000 552/20.

Les offres doivent être composées

1. D'un dossier administratif comprenant l'original des documents administratifs inséré dans une enveloppe fermée avec la mention « Dossier Administratif ».
2. D'une offre technique comprenant l'original des documents techniques insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre technique ».
3. D'une offre financière comprenant l'original des documents financiers insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre financière ».

NB/ Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire, comportant uniquement les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM-EPE/SPA

DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS D'ORAN
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°18/AT/DOT31 /SDFS/DAL/2025

« LOCATION MATERIEL DE TRANSPORT DE MARCHANDISE POUR LA DOT D'ORAN »

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres »

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours calendaires à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur la presse nationale et le site web: www.safqatic.dz et la date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de 08h00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qu'aura lieu, en séance publique, le jour de la date limite des offres à 14h00 au siège de la direction opérationnelle des télécommunications Oran.

Les candidats resteront engagés par leurs offres durant 180 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

ANEP N° 2516022431

Le Quotidien d'Oran 03/07/2025

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Wilaya De Mascara
Direction de l'hydraulique

Avis d'annulation d'attribution Provisoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 1 du décret présidentiel 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public : la Direction de l'hydraulique en Eau de la Wilaya de Mascara NIF 099029015051429 informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales après annulation des procédures N° 08/2025 du 17/04/2025 Paru aux quotidiens nationaux ALGERIE LE 17/04/2025 ET Quotidien d'Oran LE 17/04/2025 dans le cadre de l'opération :
« Acquisition et pose des pompes multicellulaire au profil des stations de pompes SP1, SP2, SP3, SP4 système MAO. »

Que l'avis d'attribution provisoire relatif à :

Objet du lot	Entreprise	Montant	Délai De livraison	Délai de garantie	Note technique	Obs
Acquisition et pose des pompes multicellulaire au profil des stations de pompes SP1, SP2, SP3, SP4 système MAO.	SARL GRAND HYDRAU CEUVRE Mostaganem : NIF 001627059007148	50.218.000.00	05 MOIS	mois 12	61.60	MOINS DISANT

Paru aux quotidiens nationaux :

ALGERIE LE 06/05/2025 et QUOTIDIEN D'ORAN 2025/05/06

La commission des marchés publics de la Wilaya de Mascara rejette le projet du marché par décision N° 159/2025 DU 24/06/2025.

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le soumissionnaire qui conteste sur l'annulation de l'avis d'attribution provisoire peut introduire un recours dans les 10 dix jours à compter de la date de réception de la lettre d'information.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531009928

Le Quotidien d'Oran 03/07/2025

APARTEMENTS

■ Loue gd appart, F2, 75 m², sdb, cuis gd hall, situé ds une villa à El Morchid, entrée indépendante, pour couple sérieux avec Livret de famille – Tel : 0553.07.99.29

■ A vendre F5, 165 m², 2 façades avec ascenseur, Boulanger, Oran – Tel : 0773.19.44.81 - 0772.94.81.89

■ A louer F4, 2° étage Bir El-Djir, Hai Nour, côté El Firdaous, parking sécurisé – Tél : 0779.03.48.96 pas de courtier

■ Vds F3-F4 et F5 résidence neuve avec box, cuisine équipée, chaudière à côté wilaya, Gambetta, Milénium, Belgaid – Frt de Mer – Tel : 0772.43.37.38 - 0668.88.46.15

VILLAS

■ Bur d'aff : vends villa avec piscine R+2, neuve 420 m² St-Hubert. Prix 18 MD nég – Villa de 750 m², Gambetta, Fontanelle, idéale pour promotion immobilière – vend T6 Mobilart au 8°, vue sur mer, prix 5,5 MD nég – 0657.40.06.87

■ A vendre villa, 120 m², R+1, façade 12 m, composée de 6 pièces, cuisine, située à Hai El-Badr. Cité Petit, Oran – Tél : 0666.19.30.55

■ A vendre maison 355 m², actée, R+2, à 'Bon Accueil' Gambetta, mitoyenne 'Soda ruche', Oran – Tel : 0658.92.19.63

EMPLOIS

■ Clinique d'ophtalmologie, Oran, recrute médecins spécialistes en ophtalmologie à plein temps – Tél : 0542.34.36.35 - 0782.63.37.72 ; de 09h à 16h

■ Cherche chauffeur avec véhicule, pour une ou deux courses par jour, à Oran, bien payées – Tél : 0549.11.50.16

LOCAUX

■ Bureau d'affaires : vends local de 200 m², avec 4 rideaux, Akid Lotfi. Prix 8,5 MD négociable. Tel : 0657.40.06.87

■ Cause retraite : Loue cabinet médical F6 + équipements + clientèle de 43 ans. Convient cabinet de groupe, radiologie ou laboratoire à daïra de Bir el Djir, 10 min de Pépinière – Oran – 0661.20.84.35

Office Public de l'Huissier de Justice près la cour d'Oran
Maître ANNABI WALID

49, Rue ZAGHLOUL – ES-SENIA – ORAN – Tél : 0770.69.00.75

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR SOUMISSIONS CACHETÉES

Le 10 Juillet 2025 à 09h00 au siège de NAFTAL SPA- Direction Bitumes – Port d'ORAN

Lot N°	Désignation
01	Un Lot de Bitume 40/50

Conditions de vente :

- 1/ Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'Original du cahier des charges qui peut être retiré de l'office de l'Huissier de Justice contre la somme de 1 000,00 DA.
- 2/ Versement d'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement.
- 3/ Vente sans garantie.

L'Huissier de Justice Maître ANNABI WALID

Roaming
Djezzy



بارطاجي تحواسك

Découvrez les nouvelles offres Roaming de Djezzy



Pour plus d'informations visitez notre site internet :
www.DJEZZY.dz

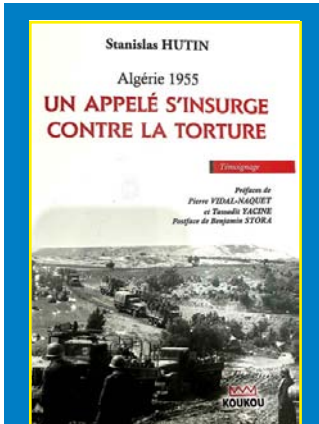
ANEP N° 2516021558

Le Quotidien d'Oran 03/07/2025

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah

Livres



Algérie 1955. Un appelé s'insurge contre la torture. Témoignage de Stanislas Hutin. Koukou Editions, Alger 2025, 143 pages, 1.000 dinars

Côté français, il faut le dire et le crépéter, jusqu' à un certain moment pas très lointain, on n'a jamais parlé de «Guerre d'Algérie», mais seulement d' «Événement». De ce fait, dans toute l'écriture de l'Histoire, on s'est contenté de la Grande Histoire, «celle qui fait fi du détail, de l'individu isolé, des sentiments inavoués, des blessures intérieures, des larmes retenues, des deuils impossibles». Et, malheur à celui qui sortait des rangs de cette pédagogie détournée, se retrouvant boycotté, ignoré, cloué au pilori... échappant de peu à la guillotine médiatique et/ou académique. Tout cela n'a que mieux mis en exergue le travail de résistance de chercheurs qui ont osé aller encore plus loin, encore plus vrai. Tout en sachant que le travail sera rendu difficile en raison d'un certain silence, des acteurs vrais, comme les soldats français, appelés ou volontaires. Quant aux politiques, mieux vaut ne pas en parler.

Puis, tout d'un coup, grâce, à mon avis, à la montée au créneau, en France même, des résistants algériens, ce fut le grand déclin. La suite est connue. Tout particulièrement chez ceux, alors jeunes militaires, bien

La «gégène»... un mot, un mal... bien français

plus «appelés» que volontaires, qui ont commencé, soulageant leurs consciences tourmentées, à raconter les détails de l'Histoire de la «guerre d'Algérie»... aidés en cela par des chercheurs universitaires soucieux de la Vérité historique : Sartre, Pierre Henri Simon, Vidal-Naquet, Branche, Mauss-Copeau, Thénault, Stora, et beaucoup d'autres.

On venait de rentrer dans «l'ère du Témoin» (décrite par Annette Wieviorka, 1998)... des témoins exacts comme Robert Davezies... et Stanislas Hutin. On a eu, aussi, hélas, des faux témoins). S. Hutin, héritier d'une tradition familiale attachée à la social-chrétienté et aux convictions humanistes, lui, n'a pas attendu ce moment, puisqu'il a, déjà en 1957, commencé à dénoncer la torture pratiquée, dès le début de la guerre, de large manière, en Algérie par l'Armée française dont il faisait partie, contre son gré... «appelé maintenu». Même les enfants ne sont pas épargnés.

L'Auteur : Né à Rennes (France) en 1930. Père, fondateur et directeur du journal «Ouest-France», député Mrp démissionnaire du Morbihan. Séminariste chez les jésuites, passé par Madagascar colonisée, il fait partie des «appelés maintenus» (sous l'uniforme militaire de l'armée coloniale) de l'automne 1955 et envoyés en Algérie. Il dénonce, déjà à partir de 1957, la torture pratiquée dans une brochure «Des appelés témoignent». Depuis 2004, Stanislas Hutin milite dans l'association 4ACG (Anciens appelés en Algérie contre la guerre et leurs amis), et il intervient dans les lycées et collèges pour témoigner.

Table des matières : Préface de Tassadit Yacine/ Préface de Pierre Vidal-Naquet/Avant-propos/ 9 chapitres/ Postface de Benjamin Stora

Extraits : «L'artillerie bombarde et écrase un gros douar (note : 8 décembre 1955, région de Collo) qui est, paraît-il, le foyer des rebelles. Les jours précédents, des tracts avaient été lancés par hélicoptère ; ils annonçaient aux habitants l'arrivée des troupes, l'arrestation des hommes pour la vérification des papiers ou l'établissement des cartes d'identité, et ils leur demandaient de quitter le douar qui devait être dé-

truit» (p 33), «Le 26 au soir, (note : 1955) une patrouille de nuit ramène quatre suspects. Deux sont passés à la magnéto et tard, dans la nuit, nous entendons les hurlements...» (p 44), «11 février 1956. Quant au lieutenant P... ! Sa compagnie avait fait prisonnière une femme. Un soir, le lieutenant dit à une patrouille de nuit : «Emmenez la femme et faites la corvée de bois...». Vieux truc qui nous vient de la guerre d'Indochine...» (p 62), «Comment être fiers de cette armée devant tant d'anarchie et de mensonges ? ...» (p 89), «Les mesures militaires prises par le gouvernement aboutissent peut-être à enrayer la rébellion armée, mais jamais ne s'éteindra la rébellion intérieure de 99% des Arabes. Avant cinq ans, nous en reparlerons !...» (19 mars 1956, p 101), «Faire l'école à des gamins qui entendaient leurs pères hurler la nuit sous la gégène, c'était franchement difficile. La pacification sous le couvert de la guerre ! C'était fou... !» (p 22).

Avis Enfin, un (autre) livre - écrit dans un langage simple, sans fard, ni artifice - qui raconte de l'intérieur de l'armée coloniale, les comportements horribles, inhumains (torture, viols, rapines, raz-zias, exécutions sommaires...). Toute la panoplie de la répression-extermination. Une lecture difficilement supportable. Un livre écrit par un militaire français qui n'a pu supporter de telles injustices. A lire absolument... mais ne pas laisser entre les mains des enfants et des âmes sensibles.

Citations : «La Grande histoire fait fi du détail, de l'individu, des sentiments, des blessures, des larmes, des deuils impossibles» (Tassadit Yacine, préface, p8), «Témoigner, ce n'est pas jeter l'opprobre sur son pays ; c'est au contraire, contribuer à préserver son honneur» (p 20), «Avoir colonisé un pays pour être obligé de le pacifier 100 ans après, c'est réussi... ;» (p 93), «C'est épouvantable de faire l'expérience de la haine... considérant chaque habitant comme un ennemi» (p94), «Il y a bien peu d'hommes spirituels, et sans le spirituel l'homme redevient très vite une bête. Une chose compte avant tout : l'égoïsme né de la lutte pour la vie» (p95).

mille blessés ou gravement malades... Pourquoi ? Parce que bien d'entre eux furent confrontés rapidement à une triste et douloureuse réalité : l'exploitation des populations arabes par la population européenne, une surexploitation par les gros propriétaires et grands industriels, un apartheid déguisé, un racisme patent... et une résistance populaire des «Arabes» bien souvent insaisissable.

«En Algérie, (au sein de leur Armée et de la société européenne environnante qui vivaient dans un «totalitarisme ambiant»), ils n'ont pas découvert le mal, ils étaient plongés dedans... plongés «dans la violence extrême», perdant sans le savoir, et pour les plus faibles psychologiquement, «toute humanité» à l'endroit des «Arabes». «Tous des «fel-ls» qu'il fallait éliminer !».

«Je n'avais jamais pensé que la méchanceté des hommes pouvait aller jusque-là : tuer pour le plaisir de tuer» écrit, dans une de ses lettres, un prêtre rappelé en Algérie.

Bien après le retour au pays natal, «l'inhibition de la honte» a conduit inexorablement, de leur vivant, «au néant» et à leur départ vers l'au-delà, «en enfer». Bon voyage du fond du cœur ! A tous ceux qui ne se sont pas repentis... en n'oubliant que parmi les appelés (dont un fameux collectif de trente-cinq des cinquante-cinq prêtres rappelés)) beaucoup furent ébranlés dans leur foi et leur amour du prochain, s'insurgèrent et osèrent dénoncer publiquement les exactions et les pratiques honteuses de l'armée française (comme Jean Muiller, un ancien de la Route des Scouts de France, comme les cent cinquante

militaires qui assistèrent à la messe de Saint-Séverin le 29 septembre 1955...). Ils furent poursuivis par la justice, emprisonnés ou affectés dans des sections difficiles. Il fallait bien s'en débarrasser et rien de tel qu'une «embuscade»... avec des balles qui ne se perdent pas.

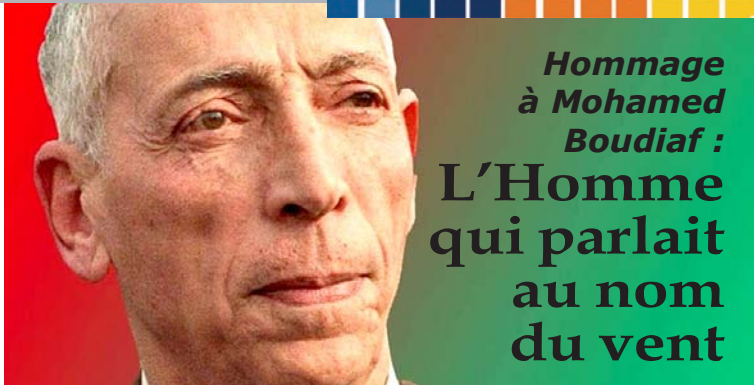
Avis Un auteur engagé qui, déjà en 1960, avait publié un ouvrage Le Gâchis, un ouvrage rapidement interdit.

Appelé du contingent en Algérie en 1957-1958, il y racontait «sa» guerre, sous le pseudonyme de Jacques Tissier. Une photo terrible : un gamin (arabe, bien sûr) de douze ans à qui l'on fait porter un poste radio de dix-huit kilos, qui «ouvre la route» et «nous protège de possibles mines». A l'arrière, on aperçoit les soldats.

Phrases à méditer : « Il est plus facile de tuer arbitrairement, de torturer, que de faire un travail humain de respect de l'individu» (p. 220), «Le traumatisme psychique se vit en silence, quelquefois jusqu'à la mort, lorsque le poids du souvenir devient insupportable» (p.15), «On ne guérit que lorsque les choses sont dites... l faut une reconnaissance des actes commis et subis» (p.249), «Les peuples aiment mieux se souvenir des pages glorieuses que de leur histoire que des pages honteuses» (p. 275, Tzvetan Todorov dixit) et «le déni de la torture et des exactions pendant la guerre d'Algérie n'est-il pas un déni de l'oppression et de l'exploitation de la colonisation ?» (p. 310).

(Fiche de lecture déjà publiée en octobre 2029. Voir in almanach-dz.com/bibliothèque dalmanach/histoire)

ACTUALITÉ VUE



Avant que ne tombe la poussière.
Ils l'avaient cru lointain, effacé par l'oubli,
Un nom parmi d'autres, un rêve ralenti.
Mais le désert n'oublie pas ses lions, Ni les serments gravés dans l'horizon.
Il revint sans faste, sans or, sans armée. Avec pour seule arme une parole aimée.
Et quand il parla, le silence se tut : C'était l'Algérie qui reprenait vertu.
Il était revenu comme on revient d'un long exil intérieur,
Non pas pour prendre, mais pour donner ;
Non pas pour régner, mais pour réparer.
Son nom flottait dans les mémoires,
Comme un murmure oublié du 1^{er} Novembre,
Comme une promesse laissée en jachère
Dans les silences d'un peuple trahi.
Mohamed Boudiaf,
Homme de l'aube, homme de la roche sèche et du verbe clair,
Avait le regard de ceux qui ne se sont jamais compromis,
Et le cœur des bâtisseurs de nations.
Il n'avait pas vieilli dans les salons dorés du pouvoir,
Mais dans les marges de l'histoire,
Là où les justes attendent que le temps se souvienne.
Quand il reparut,
Ce ne fut pas sous les hourras d'un peuple hypnotisé,
Mais sous les soupirs d'une patrie épuisée,
Qui reconnaissait enfin un de ses enfants les plus purs.
Il parlait de justice, De redressement, De réconciliation.
Et chaque mot sonnait comme un clou enfoncé dans le cercueil de l'imposture.
Mais les ombres, elles, n'ont pas de patrie.
Elles ont des intérêts, des comptes à solder,
Et des silences à acheter au prix du sang.
Alors elles l'ont tué.
À Annaba,
Sous le regard d'un drapeau figé,
Le vent s'est levé.
Un vent de poussière et de honte.
Le sang d'un fondateur a coulé
Sur la tribune de la République,
Et l'histoire s'est arrêtée quelques instants, suffoquée.
Mais le vent ne meurt pas.
Il continue de souffler dans les cœurs libres,
Dans les rêves des jeunes qui refusent la fatalité,
Dans les marches silencieuses de ceux qui savent.
Boudiaf n'est pas mort.
Il est devenu souffle.
Souffle d'espoir,
Souffle d'éveil,
Souffle d'avenir.
Et un jour viendra,
Où ce souffle deviendra tempête,
Et où la République, lavée de ses trahisons,
Gravera dans la pierre ce que le peuple porte déjà dans son âme :
Ici repose un homme debout.»

Par Salah Lakoues

LE VIEUX LION ET LA PROMESSE DE L'AUBE

Il était une fois, dans les confins d'un désert aussi vaste que les douleurs d'un peuple, un vieux lion que l'on croyait à jamais endormi dans l'exil. On l'appelait Si Tayeb el Watani, mais les plus jeunes ne connaissaient de lui qu'un nom oublié, soufflé par les vents de l'histoire : Mohamed Boudiaf.

Pendant des années, ce lion solitaire avait marché loin des siens, banni des arènes par la meute qui avait dévoyé le rêve de la savane libre. Il n'avait pas voulu plier, ni rugir pour le compte des traîtres au Serment du 1^{er} Novembre. Alors il s'était tu. Il avait préféré le silence digne à la compromission, le combat de l'ombre à la chasse corrompue des puissants.

Mais un jour, la terre d'Algérie — cette mère blessée, aux entrailles déchirées par la voracité des chacals et des hyènes — lança un cri. Un cri rauque, venu du fond des entrailles d'un peuple meurtri. C'était en 1992. Le pays vacillait, entre le feu des extrémismes et le poison de la bureaucratie. Alors, on se souvint du vieux lion.

On alla le chercher au-delà des dunes, dans sa tanière marocaine, là où les mirages de gloire ne l'avaient jamais tenté. Il fut surpris. Mais pas hésitant. Il savait que l'on ne refuse pas l'appel du sang et de la terre. On l'invoquait non comme un roi, mais comme un père, un justicier, un redresseur de boussole dans la nuit algérienne.

Quand il revint, le ciel d'Algérie parut s'éclaircir. Le vent changeait, les

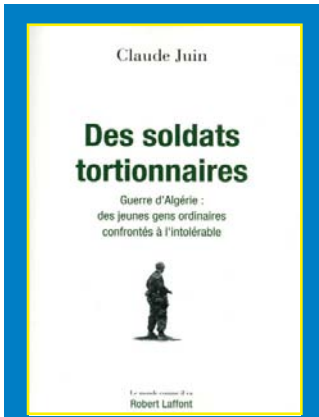
cœurs s'ouvraient, et l'espoir, ce phénix trop souvent brûlé, battait à nouveau de ses ailes. Boudiaf ne promettait pas de miracle. Il parlait de devoir, d'éthique, de justice. Il voulait purifier la source, déraciner l'arbre tordu, dénoncer les voleurs de la révolution.

Mais il avait oublié une chose : dans une jungle infestée de serpents, le rugissement du lion dérange plus que la morsure. Ses mots étaient des torches dans les couloirs obscurs du pouvoir, et les ombres n'aiment pas la lumière. Alors, ils décidèrent qu'il devait se taire. À jamais.

Un jour de juin, dans une ville appelée Annaba — la perle oubliée de l'Est — une balle venue des entrailles de la trahison fit tomber le vieux lion. Devant les caméras, devant le peuple. Il s'effondra comme s'effondrent les mythes : debout, puis lentement, dans un fracas silencieux. Il ne put même pas achever son rugissement.

Ce fut un coup de tonnerre dans un ciel déjà chargé. Certains dirent que c'était un fou, d'autres un pion, mais le peuple, lui, sut. Il sut que l'on venait de tuer l'honneur, la mémoire, et peut-être la dernière chance de réconcilier le rêve algérien avec sa réalité. Aujourd'hui encore, sous les oliviers du souvenir, on entend parfois son nom murmuré par les anciens. Boudiaf n'est pas mort. Il dort dans le cœur de ceux qui rêvent d'une Algérie juste, fière, droite. Il est l'ombre qui veille, l'esprit du lion, prêt à revenir quand les chacals auront fini de se déchirer.

Et quand l'aube se lèvera enfin sur cette terre d'honneur, on entendra peut-être son rugissement, doux et ferme, dire au peuple : « Debout, fils d'Algérie. Le rêve n'est pas mort. Je suis là. Je vous regarde.»



Des soldats tortionnaires. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'insupportable. Une recherche universitaire de Claude Juin. Media Plus Editions. Alger 2012 (Les Editions Robert Laffont, Paris, 2012). 364 pages, 1400 dinars

Près de deux millions de jeunes gens ont été appelés ou rappelés entre 1955 et 1962... pour aller «mettre fin à l'action des agitateurs (...), au règne de la terreur (...) et rétablir pour tous la sécurité et la confiance» au sein de départements «français».

Ils étaient partis, tout du moins au début, la fleur au fusil, croyant aller à la découverte... de l'Orient... d'un pays dont, globalement, ils ignoraient l'existence. La population européenne, surtout les puissants lobbies colons, étant le tamis cachant le soleil... faisant accroire en une «patrie mise en danger» par des «Indigènes terroristes».

Huit années de guerre... trente mille d'entre eux y périrent... deux cent

Ben Freha

101 constructions illicites démolies

Dans le cadre de la politique de lutte contre les constructions illicites et de préservation du tissu urbain, les autorités locales de la commune de Ben Freha ont lancé, mardi, une vaste opération de démolition ciblant les constructions anarchiques implantées sur le domaine public.



J. Boukraa

Sous la supervision de l'Assemblée populaire communale (APC), l'opération a permis la démolition de 61 constructions inoccupées ainsi que 40 fondations en cours d'édification. L'intervention s'est déroulée dans le strict respect des procédures légales et en coordination étroite avec les services de la Gendarmerie nationale de Ben Freha et l'unité d'intervention rapide. Cette action s'inscrit dans une démarche proactive des autorités locales visant à lutter efficacement contre l'urbanisation désordonnée, à préserver les terres publiques et à garantir leur réaffectation à des projets de développement socio-économique au profit de la population. Les autorités locales ont, par ailleurs, réitéré leur engagement à poursuivre ces actions sur l'ensemble du territoire communal afin d'endiguer ce phénomène qui nuit à l'esthétique urbaine, à l'environnement et à l'équité dans l'accès au foncier.

Cette opération marque une étape importante dans la volonté des pouvoirs publics d'instaurer un ca-

dre de vie ordonné et durable, et de favoriser l'émergence de projets d'intérêt général dans une perspective de développement équilibré. Il y a quelques jours, la commune de Hassi Bounif a lancé une vaste opération de démolition visant à lutter contre les constructions illégales et les extensions anarchiques. Lors de cette intervention, deux constructions illicites en cours d'édification ont été démolies dans le quartier Emir Khaled, en plus de sept fondations.

L'opération a été menée en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale et le délégué à la sécurité communale. Les autorités locales rappellent que cette campagne ne se limitera pas à cette première phase. D'autres actions similaires sont en préparation et concerneront plusieurs autres sites identifiés comme étant concernés par des infractions urbanistiques. L'objectif principal est de mettre un terme à l'occupation illégale des terrains et de prévenir l'extension des constructions non conformes aux normes d'aménagement urbain.

Par ailleurs, la commune appelle les citoyens à se conformer aux ré-

glementations en vigueur et à entreprendre toute construction dans le respect des procédures légales, afin d'éviter d'éventuelles sanctions ou démolitions futures.

En effet, les communes périphériques sont particulièrement touchées par le phénomène des constructions illégales, créant ainsi des bidonvilles à l'aspect chaotique. Pour mettre fin à cette situation, les autorités ont pris des mesures fortes, y compris la démolition des constructions illégales. Les services de la wilaya ont averti à maintes reprises que toute personne qui intervient dans les tentatives de construction de nouvelles habitations illicites risque de se voir poursuivre en justice et d'être délogée même par la force publique.

Les services de la wilaya disposent de toutes les données vérifiées et complètes recensant les occupants des sites précaires devant être touchés par les prochaines opérations de relogement. Les autorités restent déterminées à poursuivre leur politique de lutte contre les constructions illégales pour protéger l'environnement et améliorer les conditions de vie des citoyens.

Travaux de maintenance sur le couloir de la station Mectaa/MAO Perturbation temporaire dans l'AEP à Oran Est

J. Boukraa

Par le biais d'un communiqué publié mardi soir, la Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a informé ses clients résidant dans la partie Est de la wilaya qu'un changement temporaire du programme de distribution d'eau potable sera mis en place en raison de travaux urgents de maintenance technique sur le couloir hydraulique de la station Mectaa/MAO. Les zones concernées par cette perturbation incluent les communes de Bethioua, Arzew, Gdyl, Bir El Djir, Oued Tlélat, ainsi que certains quartiers de la partie Est de

la ville d'Oran, notamment les quartiers Yasmine et Es-Sabah. La SEOR précise que le programme de distribution habituel reprendra progressivement dès l'achèvement des travaux.

Toutes les étapes d'avancement du chantier seront communiquées régulièrement via les canaux officiels de la société, notamment sa page Facebook. Enfin, la société présente ses excuses à l'ensemble de ses abonnés pour les désagréments occasionnés, tout en soulignant que cette interruption est indépendante de sa volonté et nécessaire pour garantir la fiabilité et la sécurité du réseau.

Aquaculture Une session de formation pour faciliter l'étude des projets

Une session de formation a été lancée, dimanche à Oran, visant à renforcer les connaissances des membres des commissions locales chargées de l'étude des dossiers de projets d'aquaculture. Cette session de formation bénéficie à une quinzaine de cadres des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays, selon le directeur local du secteur, Menouar Meghni Sandid.

Ce dernier a précisé que cette formation, qui comporte deux volets - administratif et technique -, a pour objectif d'outiller les membres des commissions locales avec toutes les compétences nécessaires pour étudier et valider les projets relatifs à l'aquaculture. Cette session s'inscrit dans le cadre du programme «Economie bleue», lancé il y a quelques années par le ministère de l'Agriculture, du Dévelop-

pement rural et de la Pêche, en partenariat avec l'Union européenne, selon la même source. Elle se poursuit jusqu'au 3 juillet prochain et réunit des cadres des wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Relizane, Bechar et Adrar. M. Sandid a rappelé que l'étude et la validation des projets d'aquaculture, qui relevaient auparavant du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, sont depuis fin 2024 du ressort des commissions locales. Cette décision du ministère de tutelle vise à alléger les procédures administratives pour les investisseurs. La présente formation vise à renforcer les compétences des membres des commissions locales afin de faciliter le traitement des dossiers et réduire les délais d'étude, a-t-il précisé.

Répartis sur 24 communes Pose de la première pierre pour la réalisation de 4.000 logements sociaux

La pose de la première pierre pour la réalisation de 4.000 logements publics locatifs a eu lieu mardi dans la wilaya d'Oran, dans le cadre du programme de l'année 2025 et des festivités marquant le 63^e anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse. La cérémonie s'est déroulée au pôle urbain de Belgaid (commune de Bir El Djir), en présence du wali d'Oran, Samir Chibani, et du directeur général des ressources au ministère de l'Habitat, Mohamed Mani.

Ce quota d'habitat se répartit sous forme de 4.000 logements dans 24 communes, dont 820 unités pour la commune d'Oran, 400 autres pour chacune des communes de Bir El Djir et Arzew, 300 unités pour Es-Sénia et Aïn El Turk, 150 unités pour Sidi Benyekba et Hassi Benokba, 100 unités pour les communes d'El Kerma, Sidi Chahmi, Bousfer, El Ançor, Mers El Kebir, Boutléis, Misserghine, Hassi Mefsoukh, Bethioua, Aïn El Beïda et Oued Tlélat, outre 80 unités pour Hassi Bounif et 50 unités pour Aïn El Kerma, Benfreha, Mers El Hadjadj et Tafraoui. La réalisation de ces logements est confiée à plusieurs promoteurs immobiliers, sous la supervision de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), avec un délai

de réalisation fixé à 16 mois, selon les explications fournies sur place.

Par ailleurs, le lancement des travaux de réalisation d'autres projets a été donné, notamment celui des 690 logements publics locatifs supplémentaires à Belgaid (Bir El Djir) et 250 logements à Gdyl. Dans le même cadre, les travaux de la 2^e tranche d'aménagement du pôle urbain « Chahid Ahmed Zabana » dans la commune de Misserghine ont également été lancés.

Ce site couvre plus de 42 hectares et accueillera 8.150 logements, dans le cadre du programme AADL 3 (Agence nationale d'amélioration et de développement du logement). Le directeur local de l'urbanisme et de l'architecture, Belkacem Karim Kemmari, a indiqué que les entreprises en charge des voies d'accès, des réseaux routiers et des infrastructures ont été désignées. L'objectif est de faciliter la localisation des logements et des équipements publics, notamment pour les établissements scolaires, un centre commercial et des espaces de loisirs. Les travaux d'aménagement prévoient également la réalisation d'un réservoir d'eau de 5.000 mètres cubes et deux stations de pompage, ainsi que deux autres réseaux pour les eaux usées et les eaux pluviales, entre autres.

Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ)

Lancement d'une caravane de sensibilisation sur le danger des drogues

Une caravane de sensibilisation sur le danger de la consommation de drogues en milieu professionnel a été lancée, mardi à Oran, à l'initiative du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ).

A l'occasion, le wali d'Oran, Samir Chibani, qui a supervisé le lancement de la première étape de cette caravane depuis l'Etablissement hospitalier universitaire «1^{er} Novembre 1954» d'Oran, a souligné l'importance de la sensibilisation et de

la prévention face à ce fléau.

Le coordinateur de la commission sociale, solidarité et prévention des fléaux sociaux auprès du Conseil supérieur de la jeunesse, Oussama Aber, a indiqué à l'APS, en marge de la cérémonie de lancement, qu'"environ 400 volontaires ont rejoint cette caravane, qui parcourra des établissements de santé et des entreprises économiques, afin de sensibiliser aux dangers de tomber dans le piège de la consommation

de drogue sous toutes ses formes". Il a ajouté que cette caravane constitue "une démarche préventive" visant à préparer les jeunes à la prochaine mise en œuvre de la loi 04/18 modifiée et complétée, qui sera bientôt promulguée.

Celle-ci prévoit des analyses de dépistage de drogue en milieu professionnel, en précisant que l'objectif de cette loi "n'est pas la répression, mais l'accompagnement des consommateurs vers la guérison".

De son côté, le directeur local de la santé, Hadj Boutouaf, a souligné que la wilaya d'Oran a renforcé ses capacités en matière de lutte contre l'addiction, en œuvrant à augmenter le nombre de centres spécialisés qui passera de 2 à 4 établissements, d'ici la fin de l'année, en plus de la formation de quatre médecins généralistes dans le domaine de l'addictologie.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

METRA Ahmed, 76 ans, El Morchid
BERAK Fatima, 58 ans, Bir El Djir
MECHERI Fatima, 91 ans, Maraval
TAKA Med Amokrane, 97 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 moharram 1447

El Fedjr
04h04

Dohr
13h07

Assar
16h56

Maghreb
20h25

Icha
22h02



Relizane

Industries agroalimentaires : l'indispensable adaptation

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a insisté, mardi soir dans la wilaya de Relizane, sur la nécessité pour les industries agroalimentaires de s'adapter à l'abondance des produits agricoles.

M. Rekkache, en visite au projet d'extension de l'usine de transformation de légumes et de fruits de la société "La Belle", accompagné du président du Conseil du renouveau économique algérien, Kamel Moula, a déclaré que "les unités industrielles activant dans le secteur agroalimentaire doivent exploiter le surplus enregistré en légumes et fruits pour garantir la sécurité alimentaire et s'orienter vers l'exportation".

Il a ajouté que cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour soutenir les projets prioritaires pour l'économie nationale, notamment ceux liés au développement des industries agroalimentaires et de transformation, considérées comme des piliers fondamentaux pour atteindre la sécurité alimentaire du pays.

Située dans la zone in-

dustrielle de Sidi Khettab, l'usine de la société "La Belle", entrée en exploitation fin 2022, est l'un des projets phares dans la transformation des légumes et fruits. Elle produit 876 tonnes par jour de concentré de tomate et 153,6 tonnes de concentré de fruits par jour.

L'usine bénéficie actuellement d'un projet d'extension avec un investissement de plus de 15 milliards de dinars, prévoyant l'ajout de nouveaux produits alimentaires comme les confitures, la "harissa", ainsi que le conditionnement et l'emballage de légumes, entre autres.

M. Rekkache et la délégation l'accompagnant ont également visité une usine de fabrication de panneaux isolants et de chambres sahariennes "Souipanel", avec une capacité de production annuelle de 1.000 unités, ainsi que l'unité "Kitchen Steel", spé-

cialisée dans la fabrication d'ustensiles de cuisine.

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement a signalé que 143 projets d'investissement ont été enregistrés au niveau du guichet unique décentralisé de la wilaya de Relizane, pour une valeur globale estimée à 50,5 milliards de dinars, devant permettre la création de 3.881 emplois directs.

Ces projets sont principalement concentrés dans les secteurs des services, de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics, a précisé M. Rekkache, ajoutant que 241 demandes d'investissement ont été recensées, dont la majorité dans le secteur industriel, ce qui reflète un intérêt croissant pour l'investissement dans la wilaya, en raison de ses atouts et des facilités offertes par les autorités locales.

Tissemsilt, El Bayadh Ouverture de deux nouveaux bureaux de la CNMA

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé, mercredi avec un communiqué, l'ouverture de deux nouveaux bureaux dans les wilayas de Tissemsilt et El Bayadh, dans le cadre de l'élargissement de son réseau de proximité au profit des agriculteurs.

Le bureau de Tissemsilt est implanté dans la daïra de Lazharia, tandis que celui d'El Bayadh est situé dans la commune

de Rogassa, précise le communiqué.

Cette démarche, qui coïncide avec la célébration du 63e anniversaire de l'Indépendance et de la fête de la jeunesse, marque une nouvelle étape dans la stratégie d'expansion de la CNMA.

A travers l'ouverture de ces nouveaux bureaux, la mutualité agricole réaffirme sa volonté de renforcer sa présence dans les zones ru-

rales et de consolider son rôle en tant qu'"assureur conseil par excellence" au service du monde agricole.

La CNMA souligne, par ailleurs, sa contribution à la mise en œuvre de la politique nationale visant l'autosuffisance alimentaire, notamment à travers le développement de sa propre production dans certaines filières stratégiques, en particulier les produits de base.

Sidi Bel-Abbès

14 piscines mises en service

Quatorze (14) piscines semi-olympiques et de proximité, nouvellement réalisées ou réhabilitées, ont été mises en service dans le cadre de la saison estivale 2025, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La cellule de communication et d'information a indiqué qu'un programme a été établi pour la mise en service de ces infrastructures récréatives et sportives, sous le slogan "La natation pour tous".

La même source a ajouté qu'en début de semaine, deux piscines semi-olympiques ont été inaugurées au chef-lieu de la wilaya, la

première au quartier Bouazza El Gharbi et la seconde relevant du complexe sportif du 24 février, toutes deux nouvellement réalisées. A cela s'ajoute la réouverture de la piscine de proximité de la commune de Sidi Lahcen, après sa réhabilitation.

Mardi, il a été procédé à la mise en service de piscines de proximité rénovées dans les communes de Moulay Slissen, Merine, Sidi Ali Benyoub et Marhoun, ainsi que la piscine semi-olympique de la commune de Sfisef.

La piscine semi-olympique de la commune de Telagh devra être opéra-

tionnelle le 15 juillet prochain, une fois les travaux de réhabilitation achevés.

Par ailleurs, plusieurs piscines relevant du secteur privé seront ouvertes durant la même période, après finalisation des procédures liées au cahier des charges, garantissant ainsi une exploitation réglementaire et sécurisée de ces infrastructures. La même source a assuré que ces piscines sont des espaces sûrs, notamment pour les enfants. Outre la natation, ces espaces accueillent des activités d'entraînement et des compétitions sportives encadrées par des équipes spécialisées.

Aïn Temouchent

La promotion du e-paiement, un priorité

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, a souligné, mardi à Aïn Temouchent, que la priorité de son département ministériel était la promotion du paiement électronique, dans le cadre de la transition numérique et de la nouvelle approche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que "la priorité du secteur est de vulgariser le paiement électronique, à travers le lancement, mardi, de l'opération de paiement via QR Code, en plus des applications comme Baridi-Mob et de la carte de paiement Edahabia".

M. Zerrouki a précisé que la promotion du paiement électronique "s'inscrit dans le cadre d'un tournant stratégique vers la transformation numérique, conformé-

ment à la vision du président de la République, qui vise à projeter l'Algérie vers un avenir prospère avec une économie comparable à celle des pays développés".

Le ministre a également indiqué que son département œuvre à l'extension du réseau de distributeurs automatiques de billets (DAB) à travers tout le territoire national, afin de réduire la pression sur les bureaux de poste, ajoutant que 300 nouveaux DAB seront déployés, dès la semaine prochaine.

Par ailleurs, de nouveaux services seront annoncés par Algérie Poste, à partir de la semaine prochaine, dans le cadre de l'amélioration continue des prestations fournies aux citoyens.

Le ministre a, par ailleurs, salué le taux de couverture postale enregistré dans la wilaya d'Aïn-Temouchent, qui se distingue au niveau national avec un bureau de

poste pour 6.000 habitants, alors que la moyenne nationale est de un (1) bureau pour 10.000, voire 11.000 habitants.

M. Zerrouki a également inspecté les travaux d'aménagement et d'équipement du centre de repos des travailleurs du secteur situé dans la commune d'Ouled Kihal, ainsi que le siège de la Recette principale de la poste de la ville d'Aïn Temouchent.

Il a aussi présidé, en compagnie des autorités locales, la cérémonie de distribution de 350 logements de différentes formules, dans le cadre des festivités commémoratives du 63e anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Au programme de la visite également une réunion de coordination avec les employés et les cadres du secteur de la poste et des télécommunications.

Saïda

4.000 logements sociaux en chantier

Les travaux de réalisation de 4.000 logements de type public locatif (LPL) ont été lancés dans la ville de Saïda, a-t-on appris mercredi auprès des Services de la wilaya.

Selon la même source, le wali de Saïda, M. Amoumene Mermouri, a procédé, mardi, à la pose de la première pierre de ce projet de logement au niveau du nouveau pôle urbain de la région de Aïn Zerga, située à la sortie Est de la ville de Saïda et ce, dans le cadre

des festivités commémorant le 63e anniversaire de la double fête de l'Indépendance et de la jeunesse.

Le wali a insisté, auprès des entreprises chargées de la réalisation de ce quota de logements, sur la nécessité de respecter les normes de qualité dans les travaux, ainsi que les délais d'exécution fixés à 16 mois, a indiqué la même source.

A noter que la wilaya de Saïda dispose d'un programme global de logements publics locatifs esti-

mé à 20.536 unités, dont 14.896 ont été réceptionnées, tandis que 5.640 autres sont en cours de réalisation.

Par ailleurs, M. Mermouri a également donné, dans la même zone d'habitation, le coup d'envoi des travaux de réalisation d'une école primaire, dotée d'une enveloppe budgétaire de 200 millions de dinars, pour un délai de livraison fixé à six mois, ainsi que d'un lycée d'une capacité d'accueil de 1.000 places pédagogiques.

Béchar

Des logements et des aides à l'habitat rural attribués

Quelque 3.135 logements sociaux et des aides financières à l'habitat rural ont été attribués mardi à Béchar, lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Au cours de cette cérémonie, tenue en présence des autorités locales, 672 unités de logements publics locatifs (LPL) ont été attribuées à leurs bénéficiaires au niveau des communes de Béchar, Taghit, Béni-Ounif et Lah-

mar, ont indiqué les responsables de la direction locale du Logement.

Six cent (600) décisions d'aides financières aux bénéficiaires des lotissements sociaux ont été également remises à cette occasion, à travers plusieurs collectivités de la wilaya, ont-ils ajouté.

De plus, un quota de 1.863 aides financières à l'habitat rural, à travers plusieurs communes de la wilaya, ont été aussi notifiées à leurs bénéficiaires, ont-ils ajouté.

Des notifications d'attribution de lots de terrain sociaux destinés à l'auto-construction ont été remises aux familles ayant postulé à cette formule d'habitat à travers différentes communes, selon la même source. Intervenant lors de la cérémonie, le wali de Béchar, Ahmed Ben Youcef, a mis en relief les efforts déployés par l'Etat pour mettre à la disposition des citoyens un nouveau logement, à travers différents programmes publics d'habitat.

Publicité

PENSÉE

MOKRANI Samira :

04/07/2004 / 2025

Ainsi les années s'égrènent

depuis que ton âme d'ange

s'est envolée, mais pourtant tu

es là, partout, et tout au fond

de nos cœurs.

Nous t'aimerons toujours !

Allah Yarahmek Hanounti

Ta maman **Nadia**



ذكري

لقد مضت 15 سنة

على فراقك يا أمي

ومنذ رحيلك

وأنا أتألم بصمت،

أخفي وجعي بين ضلوعي كالغارق

الذي يصارع الأمواج وحيداً،

أبحث عن يد تتقطني فلا أجد.

الشوق ينهش قلبي كل يوم،

والذكريات تؤلمني أكثر.

رحمك الله وأسكنك فسيح جناته،

يا أغلى من رحل.

أدعوا لي أمي الحاجة خيرة بالرحمة.

إبتلك ميلودي عائشة

PENSÉE

A la mémoire de ma chère

cousine

MOKRANI Samira

Cela fait des années que tu es

partie, mais ton absence reste

une présence silencieuse dans

ma vie. Tu étais bien plus qu'une

cousine, une sœur de cœur, je

pense à toi chaque jour, et ton

souvenir m'accompagne à

chaque moment important. Je

t'aime et je ne t'oublierai jamais

Ta cousine

BENANTAR Yamina

الله يرحمها ويغفر لها ويسكنها فسيح

جناته ويجعل قبرها روضة من رياض الجنة

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

NIF : 228.224.29.54

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES APRES ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
N° 03/2025

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales après annulation d'attribution provisoire pour : **LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE (2) A LA COMMUNE DE BOUKHANIFIS -WILAYA DE SIDI BEL ABBES(en lots séparés)**

LOT N°01 : BLOC PEDAGOGIQUE ET ADMINISTRATION +VRD +MUR DE CLOTURE+SANITAIRES+LOCAUX TECHNIQUE+ECLAIRAGE EXTERIEUR

LOT N°02 : BLOC CANTINE+ TERRAIN DE JEUX

LOT N°03 : BLOC LOGEMENT

- Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la direction des équipements publics DE SIDI BEL ABBES. Cite makam chahid.
- La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.

Conditions de l'éligibilité:

Pour que leur offre soit recevable, les soumissionnaires doivent apporter :

Lot 01 :

- le certificat de qualification et de classification professionnel de l'entreprise valide relevant du secteur bâtiment principal valide le jour d'ouverture.
- La qualification exige est la 04 et plus secteur bâtiment principal, valide le jour d'ouverture.
- Le soumissionnaire doit présenter au minimum 02 attestations de bonne exécution délivrée par les différents maîtres d'ouvrages publics de même nature des travaux.
- Le chiffre d'affaire du soumissionnaire moyen des 03 dernières années doit être supérieur ou égale à 68.000.000,00 Da.

Lot 02 :

- le certificat de qualification et de classification professionnel de l'entreprise valide relevant du secteur bâtiment principal valide le jour d'ouverture.
- La qualification exige est la 03 et plus secteur bâtiment principal, valide le jour d'ouverture.
- Le soumissionnaire doit présenter au minimum 01 attestations de bonne exécution délivrée par les différents maîtres d'ouvrages publics de même nature des travaux.
- Le chiffre d'affaire du soumissionnaire moyen des 03 dernières années doit être supérieur ou égale à 15.000.000,00 Da.

Lot 03 :

- le certificat de qualification et de classification professionnel de l'entreprise valide relevant du secteur bâtiment principal valide le jour d'ouverture.
- La qualification exige est la 03 et plus secteur bâtiment principal, valide le jour d'ouverture.
- Le soumissionnaire doit présenter au minimum 01 attestations de bonne exécution délivrée par les différents maîtres d'ouvrages publics de même nature des travaux.
- Le chiffre d'affaire du soumissionnaire moyen des 03 dernières années doit être supérieur ou égale à 11.000.000,00 da.
- NB :** Le chiffre d'affaire doit être justifié par des bilans financiers établis et visés par un comptable agréé ou commissaire au compte et visés par les services d'impôts et C20.

Composition du dossier d'appel d'offres :**A /LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENDRA :**

- une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- les statuts pour les sociétés ;
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats et des soumissionnaires :
- capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification, le cas échéant.
- le certificat de qualification et de classification professionnel de l'entreprise valide relevant du secteur bâtiment principal ;
- la qualification exige est la 04 et plus secteur bâtiment principal pour lot 01 et la 03 et plus pour lot 02 et lot 03.
- NB :** statut de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une personne morale
- Capacités financières justifier par :
- Les bilans financiers de l'entreprise pour les 03 dernières années établis et visés par un comptable agréé ou commissaire au compte et visés par les services d'impôts et C20.
- Attestation des comptes sociaux 2024
- Registre de commerce électronique légalisé par CNRC territorialement compétent.
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale
- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier valide le jour d'ouverture.
- Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.
- Les moyens humains doivent être justifiés par la déclaration annuelle des salaires 2024 ou trimestriels ou mensuelle 2025.
- L'encadrement technique doit être justifié par diplômes de réussite + les affiliations individuelles CNAS datée pendant le trimestre de l'avis d'appel d'offre.
- CNAS, CASNOS, CACOBATH valide le jour d'ouverture.
- liste des moyens matériels, accompagnée par des pièces justificatives (cartes grises + attestations d'assurances valide le jour de l'ouverture des plis pour le matériel roulant, rapport expertise de l'année de soumission pour le matériel non roulant établi par un expert agréé par l'état ou un huissier de justice.
- attestations de bonne exécution de projets, délivrée par les différents maîtres d'ouvrages publics de même nature des travaux.

B /L'OFFRE TECHNIQUE COMPRENDRA :

- le présent cahier des charges original paraphé par le soumissionnaire sur toutes ses pages, signe, cacheter et date annexe de ses spécifications techniques avec précisions des délais de réalisation avec la mention «lu et accepté».
- la déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) remplie, signée, cacheter et datée par le soumissionnaire ;
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé dans l'article 23 du présent cahier des charges, et ce, en application des dispositions de l'article 53 et 112 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 78 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics

C /L'OFFRE FINANCIERE COMPRENDRA :

- la lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée et datée.
- le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
- le devis quantitatif - estimatif dûment rempli, signé par le soumissionnaire.
- planning des travaux

Si les circonstances le justifient, le service contractant peut aussi, demander dans l'offre financière, et ce, conformément à l'article 112 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 67 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, les documents suivants :

- le sous-détail des prix unitaires (SDPU)
- le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED).

Ainsi que tout renseignement ou document permettant de contrôler les coûts de revient des prestations objet du présent marché, et ce, conformément à l'article 79 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

PRESENTATION DES OFFRES:

Voire l'article 16 du PRESENT CAHIER DES CHARGES

Les plis doivent être parvenus à la direction des équipements publics à MAKAM EL CHAHID.

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics. Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogé au jour ouvrable suivant et à la même heure.

La date et l'heure limite de dépôt des dossiers de candidature correspondent au dernier jour de la durée de leur préparation, soit au plus tard à 12h00mn

L'ouverture des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière se fera le même jour de dépôt des offres à 14 h 00 mn conformément aux dispositions des articles 96,112 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux articles 70,71, 72, 159,160, 162 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à 14 h 00 mn.

-Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 105 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

DIRECTION DES SERVICE AGRICOLE D'EL BAYADH

NIF 41101400032088

AVIS D'APPELS D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°03/2025

INTITULE DE L'OPERATION: PROGRAMME NATIONAL DE L'ARBORICULTURE FRUITIERE RUSTIQUE

OBJET DU PROJET : TRAVAUX DE PLANTATION DES PLANTES FRUITIERE RUSTIQUE

(AMENDIER-FIGUIER ET PISTACHIER) EN QUATRE (04) LOTS SEPARÉE

La Direction des services agricoles de la wilaya d'El Bayadh, lance un avis d'appels d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales en vue de :

Lot N° 01 : TRAVAUX DE PLANTATION DES PLANTES FRUITIERE RUSTIQUE A LA DAIRA DE BOUGTOUB

Lot N° 02 : TRAVAUX DE PLANTATION DES PLANTES FRUITIERE RUSTIQUE A LA DAIRA DE BREZINA

Lot N° 03 : TRAVAUX DE PLANTATION DES PLANTES FRUITIERE RUSTIQUE A LA DAIRA DE BOUALAM

Lot N° 04 : TRAVAUX DE PLANTATION DES PLANTES FRUITIERE RUSTIQUE A LA DAIRA DE ROGASSA

Les entreprises qualifiées qui souhaitent participer à cet appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivant : Direction des services agricoles de la wilaya d'el bayadh cis à route d'aflou pose N° 22 et cela à la première publication de cet avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

1-dossier de candidature :

- La déclaration de candidature (selon modèle) dûment remplie et signée (en cas de groupement chaque candidat présente la déclaration de candidature)
- La déclaration de probité dûment remplie et signée
- Copie du registre de commerce électronique ayant le code 101101-101103-101107
- Copie légalisée de l'identification fiscale (NIF) (NIS)
- Les statuts pour les sociétés - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Attestations de dépôt des comptes sociaux (année 2024).
- Attestations de mise à jour CNAS, CASNOS, valide à la date d'ouverture des plis,
- Un extrait de rôle doit être apuré datant de moins 03 mois apuré ou avec échéancier de règlement des dettes ;
- Les moyens humains qui seront chargés de l'exécution des travaux justifiés par :
 - * affiliation CNAS/CASNOS pour le gérant et/ou déclaration annuelle des salaires DAS
- La liste de moyens matériel dûment justifiés (cartes grises ou carte de mise en circulation ou factures et assurances) ;
- Références professionnelles, en travaux similaire (fourniture et plantation des arbres fruitiers) délivré par les différents maîtres des ouvrages publics ;
- Copie de l'agrément de la pépinière
- Bilans financiers des deux dernières années ou Copie de certificat C20

2-Offre Technique :

- La déclaration à souscrire (selon modèle) dûment remplie et signée.
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté» ;
- Planning prévisionnel des travaux signé avec délai de réalisation.

NB : les soumissionnaires sont tenus de remplir l'information mentionnée et doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges

3-Offre Financière :

- Lettre de soumission (selon modèle), dûment remplie et signée ; pour chaque lot
- Bordereau des prix unitaires dûment rempli et signé ;
- Le devis quantitatif et estimatif dûment rempli et signé ;

NB : les prix unitaires du bordereau et du devis doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).

Les offres doivent être posé dans des enveloppes celés et portant les mentions :

- Dossier de candidature - Offre technique - Offre financière

Les 03 enveloppes des offres doivent être déposées dans une enveloppe extérieure et portant la mention suivante :

<<AVIS D'APPELS D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITES MINIMALES N°/2025

TRAVAUX DE PLANTATION DES PLANTES FRUITIERE RUSTIQUE

<<NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE

ET D'EVALUATION DES PLIS >>

NB : le soumissionnaire peut soumissionner pour un lot ou plus mais ne peut prétendre que deux (02) lots.

Les offres doivent être déposé auprès de :

La direction des Services Agricoles de la Wilaya d'El Bayadh, Route D'aflou POS 22 El Bayadh

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours, à compter de la 1ère parution du présent Avis, à 14 heures, et si cette date coïncide avec un jour férié ou repos de fin de semaine, la date limite sera reportée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des offres sera commencée à 14h30 dans la direction des services agricoles (salle de réunions)

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de Cent cinq (105) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

Le Directeur

2

20.10 Intervilles



L'émission culte, qui a rassemblé plusieurs générations depuis sa création en 1962, fait son grand retour avec une nouvelle formule entièrement repensée : plus moderne, plus festive et plus spectaculaire. À travers des épreuves emblématiques (la Tournette, la Tyrolienne, les tapis roulants, le savon noir, le Mur des Champions) mais aussi des épreuves inédites, chacune des six villes en compétition va défendre fièrement sa culture, son accent et son énergie.

ACTION

19.50 Stalingrad



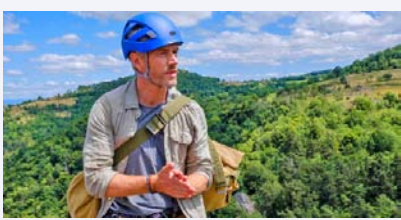
Film de guerre - Grande-Bretagne - France - Allemagne - Irlande - Etats-Unis - 2001

Avec Jude Law, Ed Harris, Rachel Weisz, Joseph Fiennes
Durant l'automne 1942, la Wehrmacht assiège Stalingrad. Vassili Zaitsev, un tireur d'élite, abat des dizaines de soldats allemands. Ivan Danilov, un commissaire politique, décide de faire de Vassili un héros de la résistance russe afin de regonfler le moral des troupes. Vassili devient une légende. Pressés par Hitler, les nazis dépêchent sur place leur meilleur tireur, le major König, pour tuer Vassili.

3

JEUDI

20.10 La doc et le veto



Série humoristique - France - 2022
Saison 1 - Episode 4/4
Avec Michel Cymes, Dounia Coesens, Jérôme Fonlupt, Valérie Schwarcz
Depuis plusieurs mois, les vautours sont réintroduits dans la région. Ils sont censés équarrir des animaux morts, néanmoins les éleveurs de Valerande-les-Chantelle constatent qu'ils s'attaquent désormais à leurs bêtes saines. Alors plusieurs de ces oiseaux sont retrouvés décédés, Manu, le frère agriculteur de Pierre, est accusé par les militants écologistes de les empoisonner.

TMC

20.25 Jurassic World



Film fantastique - Etats-Unis - 2015
Avec Bryce Dallas Howard, Chris Pratt, Ty Simpkins

Zach et Gray sont envoyés par leur mère passer une semaine sur une île du Costa Rica qui abrite le Jurassic World, un parc d'attractions mettant en scène des dinosaures grandeur nature. Les adolescents doivent être pris en charge par leur tante, Claire. Mais celle-ci, très occupée par son poste de manager et par la sécurité du parc, les confie à une assistante.

6

20.10 Arnaques !



Présenté par Julien Courbet

Le voisinage peut être source de fêtes et d'entraide. Mais malheureusement, c'est parfois loin d'être le cas. Ainsi, Danielle et Romain s'affrontent au sujet d'un droit de passage. Leur village est devenu le terrain d'une confrontation sans merci. Dans la Drôme, Laurence et Colette se disputent quant à elles à cause d'une véranda, et cela depuis vingt ans. En Bourgogne, c'est un seul homme qui fait régner la terreur dans son quartier.

CANAL+ GRANDÉCRAN

20.04 Au bout de la nuit



Film policier - Etats-Unis - 2008
Avec Keanu Reeves, Forest Whitaker, Hugh Laurie, Chris Evans

Tom est un policier de Los Angeles qui est devenu alcoolique depuis la mort de sa femme. Rattaché à une unité de la brigade des moeurs, il opère dans le quartier mal famé de South Central, où sévissent de nombreux gangs. Si son capitaine ferme les yeux sur ses méthodes expéditives, il est étroitement surveillé par le patron de la police des polices, qui le soupçonne du meurtre de son ancien coéquipier.

CANAL+

20.09 Yellowjackets



Série dramatique - Etats-Unis - 2025
Saison 3 - Episode 3/10

- C'est le jeu

Avec Jasmin Savoy Brown, Sophie Nélisse, Sophie Thatcher

Dans le passé, Ben parvient à sauver Mari blessée à la jambe après être tombée dans un trou. Le coach l'emmène dans la grotte où il a trouvé refuge depuis qu'il s'est fait passer pour mort auprès des autres membres du camp. Dans le présent, Lottie est heureuse d'être hébergée pendant quelques jours chez Shauna et Jeff.

RTL9

19.55 Prédestination



Film de science-fiction - Australie - Etats-Unis - 2014

Avec Ethan Hawke, Madeleine West, Noah Taylor, Sarah Snook

Un agent spécial et voyageur du temps tente de désarmer une bombe qui lui explose au visage. Après une reconstruction faciale, il est envoyé à New York des années 1970 pour une nouvelle mission : retrouver la trace d'un terroriste nommé Fizzle Bomber, responsable d'un attentat qui a coûté la vie à plus de 10 000 personnes.

TF1

20.10 Ninja Warrior, le parcours des héros



Saison 10 - Episode 1

Cette saison, près de deux cents candidats, de tous horizons et de toutes générations, vont tenter de créer l'exploit sur le célèbre parcours d'obstacles. Sous les encouragements du trio d'animateurs composé de Denis Brogniart, Christophe Beaugrand et Anaïs Grangerac, les concurrents s'affrontent en duel lors des séries de qualifications avant de rejoindre la phase finale.

2

20.10 Le crime lui va si bien



Série de suspense - France - 2023
Saison 1 - Episode 7/8

- A l'italienne

Avec Claudia Tagbo, Julien Ratel, Bruno Lochet, Laurent Manzoni

Rien ne va plus entre la capitaine Gaby Molina et le lieutenant Céline Richer. Elles ne supportent plus de travailler ensemble, surtout après avoir raté l'arrestation du cambrioleur Louvier. Pourtant, Gaby et Céline sont contraintes d'enquêter sur le meurtre d'Angelo Taviani, un paisible réparateur de vélos d'origine italienne retrouvé dans un fossé, abattu d'une balle entre les deux yeux.

3

VENDREDI

6

20.10 Paris en chansons



Paris est sans conteste la ville la plus chantée au monde, avec des mélodies ancrées dans le paysage culturel comme "Sous le ciel de Paris" et "Les Champs-Élysées". Ses monuments, quartiers légendaires et art de vivre ont inspiré les plus grands artistes. Quelques semaines avant les Jeux Olympiques, Mireille Dumas nous emmène dans un voyage musical à travers la capitale, rythmée par des chansons d'Édith Piaf, Charles Aznavour, Yves Montand et bien d'autres.

ACTION

19.50 Sniper Redemption



Thriller - Australie - 2023
Avec Sam Worthington, Matt Nable, Phoebe Tonkin, Susie Porter

Ryan Logan, tireur d'élite, fait partie d'un commando de soldats australiens chargés d'accomplir une mission aussi dangereuse que délicate dans un pays du Moyen Orient. C'est au cours de cette opération que Ryan est blessé par balles avant d'être rapatrié au pays. Quelque temps plus tard, Ryan, afin de nouer des liens forts avec son fils Billy, âgé de 8 ans, emmène le garçon à une partie de chasse dans les bois.

20.10 10 jours sans maman



Comédie - France - 2020

Avec Franck Dubosc, Alice David, Alexis Michalik, Helena Noguerra

Antoine Mercier, directeur des ressources humaines très apprécié chez Briconautes, une grande enseigne de bricolage, est sur le point d'être promu. Pour être sûr que son nouveau contrat est avantageux, il demande à son épouse, Isabelle, ancienne avocate, d'y jeter un oeil.

CINE + FAMIZ

19.50 La Pat'Patrouille : La Super Patrouille, le film



Film d'animation - Canada - Etats-Unis - 2023

Avec Mckenna Grace, Taraji Henson, Christian Convery, Marsai Martin

Aventureville est toujours sous la protection de Ryder, un jeune garçon, et de ses amis canins de la Pat'Patrouille. Ceux-ci sont d'ailleurs appelés quand un mystérieux individu s'introduit dans une carrosserie de la ville pour dérober un gigantesque électro-aimant.

CANAL+

20.09 Sonic 3; le film



Film pour la jeunesse - Etats-Unis - Japon - 2024

Avec James Marsden, Jim Carrey, Tika Sumpter, Krysten Ritter

A l'initiative de Tom et Maddie, Sonic fête l'anniversaire de son arrivée sur Terre en compagnie de Tails et Knuckles dans une forêt du Montana. Mais la réunion familiale est interrompue par l'arrivée de la directrice du G.U.N., Rockwell, et de ses hommes.

RTL9

19.55 Prisonniers du temps



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2003

Avec Paul Walker, Gerard Butler, Frances O'Connor, Billy Connolly

Théâtre de violents affrontements entre Français et Anglais pendant la Guerre de Cent Ans, le site du village médiéval de Castelgarde, en Dordogne, est exploré par une équipe que dirige le professeur E. A. Johnston. Tandis que celui-ci repart pour les Etats-Unis afin de s'entretenir avec le sponsor de la mission, les fouilles se poursuivent sous la conduite de son adjoint, André Marek.

CODÉS N° 9310

5	6							8
7							2	
						4	5	
	8		9		6			7
			1			2	4	
		3		5	2	8		
	5			1				
4	3					9	8	6
9		2			8			

1	I	2	M	3	G	4	A	5	N	6	R
7	T	8	S	9	E	10	O	11	B	12	P
13	U	14	C	15	V	16	L	17	D	18	
19		20		21		22		23		24	

10 ERRORS



Japon : au moins 877 séismes enregistrés en dix jours



Au moins 877 séismes d'une magnitude supérieure à 1,0 ont été enregistrés en l'espace de dix jours au large du groupe isolé d'îles Tokara, situé au sud-ouest du Japon, ont indiqué mercredi les données de l'Agence météorologique japonaise.

Les premières secousses ont été observées le 21 juin. Depuis, la région a également été frappée par au moins deux séismes puissants d'une magnitude proche de 5,0.

Les sismologues locaux soulignent que cette zone est située à la jonction de plusieurs plaques lithosphériques, ce qui explique l'intense activité sismique. Aucune information sur d'éventuels blessés ou dégâts n'a été rapportée.

Etats-Unis: près de 4.000 immigrants clandestins équatoriens expulsés depuis début 2025



Pprès de 4.000 immigrants clandestins équatoriens ont été expulsés des Etats-Unis au cours du premier semestre de l'année, a indiqué le ministère équatorien des Affaires étrangères. La même source, citée par des médias mercredi, a indiqué que 3.977 immigrants équatoriens en situation irrégulière ont été expulsés des Etats-Unis. Ce chiffre comprend 38 Equatoriens qui sont arrivés lundi dans la ville côtière de Guayaquil, dans le sud-ouest du pays, à bord d'un vol militaire américain.

Selon le ministère, 3.939 Equatoriens ont été expulsés via 46 vols jusqu'au 30 juin, sans compter les derniers arrivants. De 2019 à 2025, les Etats-Unis ont expulsé 51.107 Equatoriens sur 451 vols. Le gouvernement équatorien offre aux rapatriés une allocation mensuelle de 470 dollars américains, soit l'équivalent du salaire minimum national, pendant une période maximale de trois mois.

Une aide supplémentaire est également proposée, notamment sous forme de formations professionnelles, de programmes éducatifs et de bourses pour faciliter leur réintégration.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'Iran suspend officiellement sa coopération avec l'AIEA



L'Iran a officiellement suspendu mercredi sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), après avoir multiplié les accusations à son encontre depuis la récente guerre avec Israël. Le 25 juin, au lendemain du cessez-le-feu qui a mis fin à 12 jours de guerre, le Parlement iranien avait voté

massivement un projet de loi qui suspend la coopération entre la République islamique et cette agence de l'ONU.

La loi a ensuite été approuvée par le Conseil des Gardiens, l'organe chargé d'examiner la législation en Iran, avant d'être ratifiée par le président iranien, Massoud Pezeshkian, et d'entrer ainsi en vi-

gueur. Téhéran avait aussi critiqué l'agence pour une résolution adoptée le 12 juin, à la veille des premières frappes israéliennes, qui accusait l'Iran de non respect de ses obligations dans le domaine nucléaire. Des responsables iraniens avaient affirmé que cette résolution était l'une des «excuses» pour l'attaque israélienne.

Australie : une enquête conclut que les Aborigènes ont été victimes d'un génocide



Les colons européens ont commis un génocide à l'encontre des Aborigènes australiens, selon les conclusions d'une enquête menée par une commission dans l'Etat du Victoria (sud-est), qui appelle le gouvernement à prendre des mesures de réparation.

Dans son rapport final, cette commission, qui a entamé ses travaux il y a quatre ans, souligne que les peuples aborigènes ont été victimes de massacres, que des enfants ont été arrachés à leurs familles et que leur culture a été combattue à des fins d'assimilation. Selon ses conclusions, présentées mardi devant le Parlement australien, les tueries de masse, les maladies, les violences sexuelles, l'enlèvement d'enfants et les politiques d'assimilation ont conduit à la «destruction quasi complète» des Aborigènes dans l'Etat du Victoria. «Il s'agit d'un génocide», conclut le rapport.

Parmi ses recommandations, la commission préconise une indemnisation financière des aborigènes pour le préjudice subi, ainsi que la restitution de terres ancestrales. Lors de l'arrivée des colons européens en Australie en 1788, les Aborigènes étaient environ un million. Ils ne représentent plus aujourd'hui que 3,8% des 26 millions d'Australiens.

Washington cesse des livraisons d'armes à l'Ukraine

Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir cessé de livrer certaines armes à Kiev, disant s'inquiéter de la baisse de leurs propres stocks de munitions, au moment même où la Russie intensifie ses frappes contre l'Ukraine. «Cette décision a été prise pour mettre les intérêts de l'Amérique en premier», a déclaré, dans un communiqué transmis à l'AFP, Anna Kelly, une porte-parole adjointe de la Maison Blanche, confirmant des informations de presse. Mme Kelly n'a pas donné plus de précisions.

Selon Politico et d'autres médias américains, cet arrêt des livraisons pour Kiev concerne notamment les systèmes de défense aérienne Patriot, l'artillerie de précision et les missiles Hellfire. Cette décision fait suite, selon ces médias, à des inquiétudes du Pentagone quant aux réserves de l'armée américaine, sur lesquelles est directement prélevée l'aide militaire à l'Ukraine.

Elle intervient au moment où, après deux séances de négociations infructueuses à Istanbul entre délégations des deux pays, l'Ukraine fait face à une intensification des attaques aériennes russes.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

COMMERÇANTS ET MÉNAGES DANS UNE COMPLICITÉ OBLIGÉE

phénomène des promotions pour tout ce qui est proposé à la vente est le signe qui ne trompe pas sur des méventes que les commerçants ont eux-mêmes créées. Nombreux ont cru que l'inflation était une rampe propice pour la démultiplication du gain en omettant de tenir compte de la naissance d'une nouvelle culture de consommation où la parcimonie des dépenses des ménages occupe dorénavant la première place. La prépondérance est accordée aujourd'hui au scan discret du ticket de caisse et au

coup d'œil obligé sur les ardoises des prix.

Ce faisant, le commerçant s'est obligé à dissiper ses allures d'arrogance et se soumet à d'innovants éléments de langage et de politesse, comprenant que le client est en passe d'être roi car il apprend ce que lui enseigne son portemonnaie. La recherche du génie salvateur pour s'accommoder avec les difficultés de l'existence a ses règles.

Evidemment une autre foule d'obligations objectives ont fini par graver une nouvelle mentalité amenant le dinar à dévoiler sa vraie consistance et à obtenir toutes ses raisons.

En bien ou en mal, vendeurs et acheteurs dans une complicité imposée s'adonnent à une ère, hier encore inconnue, pour faire bon ménage.